

Anti.mythes

Anti.mythes

ESPAGNE - CATALOGNE - 2017

2^{ème} édition, augmentée.

PRISES DE POSITION

DE MILITANTS ET D'ORGANISATIONS ANARCHISTES

ET ANARCHO-SYNDICALISTES ESPAGNOLES ET AUTRES

SUR LA QUESTION NATIONALISTE CATALANE

ET LES RESPONSABILITÉS DES ANARCHISTES

SOMMAIRE:

<i>L'anarchisme est-il soluble dans le nationalisme ou est-il une émulsion appelée à s'y développer?</i> - Anti.mythes - 4 novembre 2017	p.2	<i>Position de la CNT sur la situation en Catalogne</i> 13 octobre 2017.	p.14
<i>Droit de décider? Oui, mais pour tout!</i> Fédération Anarchiste Ibérique - sept. 2017	p.3	<i>Au sujet de la Catalogne</i> Sous la plage les pavés - 15 oct. 2017.	p.15
<i>Pour le «droit de décider» et contre la répression</i> - Solidaridad Obrera - 17 sept. 2017	p.5	<i>A l'indépendance du monde</i> A Contretemps - 16 oct. 2017.	p.23
<i>Perplexité intempesive sur l'actualité du moment</i> - Tomás IBÁÑEZ - 26 sept. 2017.	p.7	<i>Quelques considérations sur la situation actuelle en Catalogne et l'action des anarchistes</i> Des anarchistes de Barcelone - 16 oct. 2017.	p.24
<i>Lettre à Tomás Ibáñez sur «Perplexité intempesive»</i> - Miquel AMORÓS - 27 sept. 2017.	p.8	<i>A propos de la situation en Catalogne</i> C.G.T. - C.N.T. - S.O. - 26 oct. 2017	p.26
<i>Perplexités n° 2 et quelques certitudes à la veille du 1^{er} octobre</i> - Tomás IBÁÑEZ - 29 sept. 2017.	p.10	<i>Des libertaires en pleine dérive</i> Tomás IBÁÑEZ - 8 nov. 2017.	p.28
<i>L'État agit en Catalogne comme une dictature</i> Sec. perm. du Com. Conf. de la CGT -1 ^{er} oct. 2017.	p.11	<i>La contre-révolution en marche</i> Camillo BERNERI - 5 mai 1937.	p.29
<i>Quelques certitudes</i> Tomás IBÁÑEZ - 3 oct. 2017.	p.12	<i>Indépendance de la Catalogne: OUI - NON</i> Monica JORNET Gruppo Errico Malatesta - Napoli octobre 2017	p.31
<i>A propos d'orages et de boussoles</i> Tomás IBÁÑEZ - 3 oct. 2017.	p.13	<i>L'affaire catalane</i> - Miquel AMORÓS - 20 déc. 2017.	p.39

L'ANARCHISME EST-IL SOLUBLE DANS LE NATIONALISME, OU EST-IL UNE ÉMULSION APPELÉE À S'Y DÉVELOPPER?

Soluble: qui peut se dissoudre. **Dissoudre:** mélanger intimement deux corps; défaire, ruiner, rompre; faire disparaître.
Émulsion: substance tenant en suspension une autre substance à laquelle normalement elle ne s'y mélange pas; mélange instable, les deux substances se sépareront en quantités identiques à la préparation initiale.

L'un des groupes anarchistes les plus célèbres de Barcelone s'appelait *Nosotros*. Cette appellation est reprise en France par un groupe anarchiste (*Nous-autres*), nous la trouvons de même pour un groupement nationaliste breton extrémiste (*Emsav* signifie *Nous-autres* en breton populaire), et une dénomination similaire en gaélique pour désigner un parti nationaliste irlandais (*Sinn-fein* - *Nous-mêmes*). Cela donne t-il un but commun aux organisations utilisant cette dénomination? Absolument pas, ça signifie qu'ils cherchent une «*autonomie*», les premiers «*sociale*», les seconds «*politique*», et pour nous, anarchistes, il y a antinomie.

Quand Bakounine disait, s'adressant au moment du *Risorgimento* aux italiens, que la constitution d'un État péninsulaire en place des petits États existants n'aiderait pas en soi à leur émancipation, il ne recommandait pas de combattre pour la sauvegarde ou le retour à ces petits États, ni de se fondre parmi

les partisans du grand État national, il soulignait qu'un grand État pouvait aussi être source de plus de servitude qu'un petit, et que la participation à une lutte politique ne devait être envisagée que sur la garantie qu'elle faisait avancer la question sociale.

Hier, à propos du futur référendum sur l'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, une autochtone questionnée par *FranceTVinfo* répondait: «*Est-ce que, avec l'indépendance, on aura encore la retraite, la sécurité sociale, les allocations?*». Une autre autochtone répondait: «*N'ayez pas peur! L'indépendance c'est notre salut à tous!*».

C'est sans hésitation que je combattrai pour les droits sociaux avec la première d'entre-elles, y compris si elle va assister aux mêmes rites religieux que la seconde, en des lieux où sont ressassés ces litanies wojtylo-obamiennes.

En Catalogne, une discussion a eut lieu entre militants

anarchistes sur cette même question. La haine commune de l'État central monarchiste, la défiance envers tous les partis nationaux qui souhaitent coûte que coûte la stabilité constitutionnelle, la haine du gouvernement du "Parti populaire" à cause de la régression sociale qu'il a créée, une propagande d'État (catalan) exacerbée pour l'indépendance, la crainte de rester à l'écart des "masses" dont la conscience semble bien peu libre en la circonstance... tous ces éléments de discussion sont rassemblés dans cette brochure.

Une chose est certaine: les tenants d'un éventuel État catalan indépendant n'ont rien à envier en régression sociale aux ministres centraux, et les méthodes respectivement utilisées de part et d'autre sur le droit à l'autodétermination sont du domaine *pronunciament* contre *pronunciamento*.

L'avenir de l'humanité, la paix que nous souhaitons à tous, avec le pain et la liberté, méritent autre chose que des référendums qui décideraient sur la base de 50% du corps électoral et une voix.

Si une nouvelle "collectivité de destin" était créée dans de telles circonstances, l'indépendance ainsi acquise pourrait aisément être mise en cause dans les mêmes circonstances, par un référendum de "réunion"... mais Carles PUIGDEMONT l'autoriserait-il plus que Mariano RAJOY?

L'avenir d'une telle "collectivité" mérite un autre consensus, n'en déplaise aux partisans de la "République à tout prix", fut-elle l'État le plus réactionnaire qui soit.

Anti.mythes - 4 novembre 2017.

FEDERACIÓN ANARQUISTA IBERICA - FÉDÉRATION ANARCHISTE IBÉRIQUE -
TIERRA Y LIBERTAD - TERRE ET LIBERTÉ - SEPTEMBRE 2017

DERECHO A DECIDIR, SÍ, PERO EN TODO DROIT DE DÉCIDER? OUI, MAIS POUR TOUT!

Así de claro, el «derecho a decidir» de los pueblos es, debería ser, un derecho real e inalienable para que los «pueblos» puedan decidir lo que quieren ser y cómo quieren serlo. Pero también es o debería ser el derecho a decidir de cada uno de sus miembros, de todos los «ciudadanos», en todo lo que les (nos) concierne. El derecho a decidir debería ser un derecho que deberíamos poder ejercer todos y todas en todo momento; pero no es así, la existencia del Estado lo impide y solo lo permite ejercer cuando es él quien lo decide. Es decir: solo cuando y para lo que le conviene... Y eso es así y vale tanto para el Estado español como para el catalán, ése que quieren constituir los que reclaman el «derecho a decidir» solo para tal objetivo.

Los explotados y dominados catalanes y españoles, como los de todo el mundo, deben, debemos luchar para poder ejercer ese derecho en todo momento y sobre todo lo que nos concierne; pues, solo luchando por conseguirlo, nuestra lucha - contra la explotación y la dominación de que somos objeto en Cataluña, España y en el mundo entero por las burguesías nacionales vinculadas mundialmente - será eficaz. Los explotados y dominados, seamos de donde seamos y estemos donde estemos, no debemos olvidar que el objetivo de nuestra lucha es poner fin a la explotación y la dominación de que somos objeto, y que, venga de donde venga, solo uniéndonos podremos ponerle fin. No debemos olvidar, pues, que la unión es necesaria para poder conseguirlo, y que por ello tampoco debemos olvidar lo que sucedió en el pasado, cada

Ainsi le «droit de décider» - (l'autodétermination - précision du traducteur) - des peuples est, devrait être, un droit réel et inaliénable pour que les «peuples» puissent décider de ce qu'ils souhaitent être et de la manière dont ils veulent être. Mais c'est aussi le droit de décider, ou ce devrait être le droit de décider pour chacun de ses membres, de tous les citoyens en tout ce qui les, ce qui nous concerne. Le droit de décider devrait être un droit que nous pourrions exercer chaque jour, tous et toutes, à chaque moment; mais ça ne se passe pas comme ça, l'existence de l'État l'interdit et permet seulement de l'exercer quand c'est lui qui le décide. Ce qui revient à dire: seulement quand et quand cela lui convient... et c'est ainsi et ça vaut autant pour l'État espagnol que pour le catalan, pour ceux qui veulent la constitution, pour ceux qui réclament «le droit de décider» dans ce seul objectif.

Les exploités et dominés catalans et espagnols, comme ceux du monde entier, doivent, devons lutter afin de pouvoir exercer ce droit à tout moment et de tout ce qui nous concerne; c'est donc en nous battant pour l'affirmer que notre lutte - contre l'exploitation et la domination dont nous sommes l'objet en Catalogne, en Espagne et dans le monde entier par les bourgeoisies nationales coalisées mondialement, que notre lutte sera efficace. Nous autres exploités et dominés, étant d'où nous sommes et étant là où nous sommes, ne devons pas oublier que l'objectif de notre lutte est de mettre fin à l'exploitation et à la domination dont nous sommes l'objet et que, d'où que cela vienne, ce n'est qu'en nous unissant que nous pourrions y mettre fin. Nous ne devons donc pas oublier qu'il est nécessaire de s'unir pour y arriver, ni oublier

vez que los explotados y dominados se unieron a sus explotadores y dominadores para defender el mito de la patria común.

No olvidar lo que entonces sucedió: que la Patria no era la misma para unos y otros, que la unión de los explotados y dominados con sus explotadores y dominadores solo sirvió y sirve para perpetuar la explotación y la dominación. No debemos olvidar esa lección de la historia: que la emancipación de los explotados y dominados solo puede ser la obra de ellos mismos. Que las clases existen y la lucha de clases continúa, aunque en esa guerra sea - por el momento - la clase explotadora la vencedora... Y esto es lo que debemos considerar en el caso de la consulta que el gobierno burgués catalán está promoviendo para decidir la «independencia» de Cataluña con respecto a España; pues, más allá de lo anecdótico, salir de la Monarquía, la República catalana seguirá siendo tan capitalista neo-liberal como lo es la España monárquica.

Una vez más, la verdadera cuestión, para los explotados y dominados, es no caer en la trampa en la que nos quieren hacer caer y encerrar las burguesías española y catalana. Pues es obvio que lo único que verdaderamente cuenta para ellas es la continuidad del sistema de explotación y dominación de los trabajadores y trabajadoras en el planeta. Este sistema que, además de acrecentar las desigualdades en el mundo, lo está volviendo cada vez más impropio para la vida.

Así pues de claro: libertad para decidir; pero sobre todo lo que nos concierne, no solo sobre lo que deciden y quieren los que mandan y nos explotan. Derecho a decidir, sí; pero, para todo, en todo momento y para todos y todas. Me sumo pues a esto que ha escrito la directora de cine catalana Isabel Coixet: «*Este no es el momento de crear más fronteras, ni muros ni barreras. Este, quizás más que nunca en la historia, es el momento de tender puentes, de centrarnos en las cosas que tenemos en común, de solventar las diferencias y las injusticias con auténtica y genuina voluntad de diálogo, de enfrentarnos juntos, todos los europeos en un marco federal, sin distinciones de pasaportes, a los desafíos de un mundo descabezado, convulso, ardiente, complejo y terrible. Es el momento de dejar de estar absortos en nuestro ombligo y de elevar la vista más allá de los límites de lo que consideramos nuestro, más allá de nuestras banderas - por mucho que las amemos -, nuestros agravios - por muchos que tengamos -, nuestro pasado. Yo no poseo demasiadas certezas, pero he vivido lo bastante para saber que construir, sumar y amar siempre es infinitamente mejor que destruir, restar y odiar.*».

Yo tampoco poseo demasiadas certezas; pero he vivido lo bastante también para saber que solo se podrá construir un mundo de igualdad y libertad con los y las que no quieran explotar ni dominar.

Octavio ALBEROLA.

ce qui est arrivé dans le passé, à chaque fois que les exploités et les dominés se sont alliés à leurs exploiters et leurs dominateurs pour défendre le mythe de la patrie commune.

Ne pas oublier ce qui est alors arrivé: que la patrie n'était pas la même pour les uns et pour les autres, que l'union exploitateur/exploité, dominant/dominé n'a servi et ne sert qu'à une chose, perpétuer l'exploitation et la domination. Nous ne devons pas oublier cette leçon de l'histoire: que l'émancipation des exploités et dominés ne peut venir que d'eux-mêmes (ne peut être que leur œuvre); que les classes existent et que la lutte des classes continue, et aussi que, dans cette guerre, c'est pour le moment la classe des exploiters qui gagne... Et nous devons avoir cela bien en tête dans la perspective de cette consultation dont le gouvernement bourgeois catalan fait la promotion pour décider de «l'indépendance» de la Catalogne dans le respect de l'Espagne; c'est à dire que, au-delà de l'anecdote, la Catalogne veut sortir de la monarchie pour demeurer dans le même capitalisme néo-libéral que l'Espagne monarchique.

Une fois de plus, la vraie question pour les exploités et les dominés, consiste à ne pas nous-mêmes tomber dans le piège où nous voulons faire tomber et enfermer les bourgeoisies espagnole et catalane. De plus, il est évident que la seule chose qui compte véritablement pour elles, est de continuer à exploiter et dominer les travailleurs et travailleuses de la planète. Ce système, outre qu'il accroît les inégalités dans toutes les parties du monde, devient de plus en plus improprie à la vie.

Ainsi donc, clairement: liberté de décider, oui mais pour décider de tout ce qui nous concerne, non pour ne choisir que ceux qui décident et désignent ceux qui commandent et nous exploitent. Le droit de décider, oui mais pour tout, tout le temps, pour toutes et tous. Aussi je m'associe à ce qu'a écrit la directrice catalane de cinéma Isabelle Coixet: «*Ce n'est pas le moment de créer de nouvelles frontières, de nouveaux murs ou de nouvelles barrières. C'est peut-être plus qu'à aucune autre époque de l'histoire, le moment de jeter des ponts, de nous recentrer sur ce que nous avons en commun, qu'une réelle et authentique volonté de dialogue résolve les différences et les injustices, que tous les européens affrontent ensemble, dans un cadre fédéral, sans distinction de passeports, les difficultés d'un monde qui a perdu la tête, convulsif, cuisant, complexe et terrible. Le moment est venu d'arrêter de se regarder le nombril et de regarder au-delà des limites de ce que nous considérons nous appartenir, au-delà de nos drapeaux - pour autant qu'on les aime -, au-delà de nos haines - pour autant qu'on en ait, au-delà de notre passé. Je ne possède pas suffisamment de certitudes, mais j'ai suffisamment vécu pour savoir que construire, s'associer et aimer est toujours infiniment meilleur que détruire, affaiblir et haïr.*».

Moi aussi, je n'ai pas suffisamment de certitudes, mais j'ai également suffisamment vécu pour savoir qu'on ne pourra construire un monde d'égalité et de liberté qu'avec celles et ceux qui ne veulent ni exploiter ni dominer.

Octavio ALBEROLA.

SOLIDARIDAD OBRERA (CONFEDERACIÓN ANARCOSINDICALISTA)
SOLIDARITÉ OUVRIÈRE (CONFÉDÉRATION ANARCHOSYNDICALISTE)
17 SEPTEMBRE 2017

POR EL DERECHO A DECIDIR Y CONTRA LA REPRESIÓN POUR LE «DROIT DE DÉCIDER» ET CONTRE LA RÉPRESSION

El próximo 1 de Octubre, la mayoría del Parlament de Catalunya ha anunciado la convocatoria de un referéndum de autodeterminación. El Gobierno Central ha anunciado que lo impedirá por todos los medios, y han llegado a amenazar afirmando que *“por tierra, mar y aire, las Fuerzas Armadas y la Guardia Civil se encuentran donde haya que proteger la integridad y la soberanía de nuestro país”*. En definitiva, utilizar la fuerza y la retórica represiva para impedir un acto democrático.

Desde SOLIDARIDAD OBRERA tenemos claro que no podemos permanecer indiferentes ante la amenaza de impedir al Pueblo Catalán su legítimo derecho a decidir su futuro, a través de un acto democrático y pacífico como es votar. Porque esto ya no va de banderas, sino de libertad y de derechos democráticos. Si estamos a favor de la libertad de las personas y de la emancipación de la clase obrera, ¿cómo no vamos a querer lo mismo para los pueblos, ya sean el kurdo, el palestino o el catalán?

Nuestro apoyo al derecho de autodeterminación es firme y sin fisuras: LOS PUEBLOS TIENEN DERECHO A DECIDIR QUÉ SON Y CÓMO QUIEREN ORGANIZARSE.

Llamamos a todas las organizaciones, sindicales y sociales, así como a todos los trabajadores/as, a defender, en nombre de los derechos democráticos y de la unidad de la Clase Obrera, el DERECHO DE CATALUNYA, O DE CUALQUIER PUEBLO, A DECIDIR. Porque este reconocimiento y este apoyo, también son internacionalismo.

Quienes niegan el derecho de autodeterminación de los pueblos son los herederos de los que crearon y mantuvieron el régimen represivo y opresor anterior al 78, son los mismos que reformaron en apenas una semana el artículo 135 de la *“intocable”* Constitución, con el objeto de atacar todo tipo de derechos sociales bajo las órdenes de la UE.

Esta es una oportunidad que se presenta a la clase trabajadora del estado español en su conjunto, por varios motivos. El primero, y más evidente, es el

Ce 1^{er} octobre 2017, la majorité du parlement catalan a décidé d'appeler la population à un référendum d'autodétermination. Le gouvernement central a annoncé qu'il l'interdirait par tous moyens, allant jusqu'à menacer que *«la force armée et la guardia civil se trouveraient partout où l'intégrité et la souveraineté de notre pays devraient être protégées»*. Pour résumer, utilisation de la force et du discours pour interdire un acte démocratique.

Nous, Solidaridad Obrera, ne pouvons clairement pas rester indifférents face aux menaces d'interdire au peuple catalan le droit légitime de décider de son propre futur par l'acte démocratique et pacifique de votation. Il ne s'agit pas de drapeaux, mais de liberté et de droits démocratiques. Nous sommes pour la liberté des individus et l'émancipation de la classe ouvrière, comme nous le sommes, de même, pour les peuples kurde, palestinien ou catalan.

Notre soutien au droit à l'autodétermination est ferme et sans faille: les peuples ont le droit de décider d'eux-mêmes et de leur propre organisation.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et sociales, ainsi que les travailleurs et travailleuses, à défendre le droit de la Catalogne comme de tout autre peuple, au nom des droits démocratiques et de l'unité de la classe ouvrière. Parce que cette reconnaissance et ce soutien, c'est aussi ça l'internationalisme.

Ceux qui nie le droit à l'autodétermination des peuples, sont les héritiers des oppresseurs qui ont créé et maintenu le régime répressif d'avant 1978, ce sont les mêmes qui, pour en finir avec tous types de droit social défendu par l'UE, ont amendé en tout juste une semaine, l'article 135 de «l'intouchable» Constitution espagnole.

Pour différentes raisons, c'est une véritable opportunité qui se présente à la classe des travailleurs espagnols dans son ensemble. Tout d'abord, le plus évident: c'est le fait que l'idée de désobéissance puisse intégrer l'imaginaire collectif. Il sera nécessaire de faire pression pour que cette révolte dé-

hecho de que la idea de desobediencia puede calar profundamente en el imaginario colectivo. Será necesario presionar para que esa rebeldía traspase los rígidos límites del nuevo Estado y sus instituciones. QUEREMOS DECIDIRLO TODO!. En segundo lugar, la lucha por el derecho a decidir representa una de las fisuras más importantes que se han abierto en el monolítico muro del régimen del 78. Apoyando al pueblo catalán, la clase obrera del resto del territorio podría conseguir desmoronar por fin este Estado, que no es otra cosa que el resultado de la continuidad tardo franquista. Todo dependerá de la movilización e implicación de la clase obrera en este período, pero resulta ya evidente que las sinergias que se están produciendo alrededor de este movimiento popular están removiendo los cimientos de lo establecido. Y seguirá siendo un movimiento popular en la medida en que la clase obrera no se inhiba de defender los derechos democráticos que están en juego, para que la correlación de fuerzas sea lo más favorable posible.

Condenamos y rechazamos tajantemente las amenazas y actuaciones represivas que están tomando desde el Gobierno y otras instituciones contra este proceso, que forma parte de la política represiva del Gobierno y del Estado mismo. SOLIDARIDAD OBRERA hace un llamamiento a REPUDIAR Y MOVILIZARSE CONTRA TODA MEDIDA REPRESIVA contra la Clase Obrera y el pueblo de Catalunya.

Queremos mostrar y agradecer toda la solidaridad de la Clase Obrera del resto del Estado con la Clase Obrera catalana y viceversa. Reiteramos la necesidad de la UNIDAD de los trabajadores/as para seguir luchando contra la explotación, la injusticia social y la desigualdad, por la emancipación, la autogestión y la libertad de la clase obrera, porque sólo mediante la movilización y la independencia de nuestra clase podremos conseguir nuestras legítimas aspiraciones. Ni el Estado actual, ni los Estados resultantes son nuestra meta. Nuestra finalidad es, ahora y siempre, la extinción de los Estados y la superación de la sociedad de clases. Pero debilitar las instituciones gubernamentales e irrumpir en escena para tomar nuestras propias decisiones es un buen comienzo.

Desde SOLIDARIDAD OBRERA tenemos más claro que nunca que ahora SÍ toca decir bien alto aquello de *“Si votar sirviera para algo, estaría prohibido”*. A lo que nosotros añadimos *“Si prohíben votar el 1-O, es que sirve para algo”*

Barcelona, 17 de Septiembre de 2017.

pasase los límites rígidos del nouvel État et ses institutions. C'EST À NOUS TOUS DE LE DÉCIDER! En second lieu, la lutte pour le droit de décider (à l'autodétermination) représente une des failles les plus importantes qui se sont créées dans le mur monolithique du régime installé en 1978. En soutenant le peuple catalan, la classe ouvrière du reste du territoire pourrait, au final, obtenir l'effondrement de cet État qui n'est rien d'autre que la continuité de l'époque franquiste. Tout dépendrait de la motivation et de l'implication de la classe ouvrière au cours de cette période; mais à l'évidence, les synergies qui se sont construites autour de ce mouvement populaire ont commencé d'abattre les fondations de l'édifice. Il devrait s'ensuivre un mouvement populaire si la classe ouvrière, dans cette période plus que favorable à la conjonction des forces, s'empare de la défense des droits démocratiques qui sont en jeu.

Nous condamnons et rejetons catégoriquement ces menaces et actions répressives, prises par le gouvernement et les autres institutions contre le processus en cours, et faisant partie de la politique répressive de ce gouvernement et de l'État lui-même. Solidaridad Obrera appelle à rejeter et se mobiliser contre toute mesure répressive à l'encontre de la classe ouvrière et du peuple de Catalogne.

Nous tenons à remercier la classe ouvrière du reste de l'État en mettant en avant sa solidarité avec la classe ouvrière catalane, et vice-versa. Nous réitérons la nécessité de l'unité des travailleurs et travailleuses de poursuivre la lutte contre l'exploitation, l'injustice sociale et l'inégalité, la lutte pour l'émancipation, l'autogestion et la liberté de la classe ouvrière, comme seul moyen permettant la mobilisation et l'indépendance nécessaires à notre classe pour atteindre ses aspirations légitimes. Ni l'État actuel, ni ceux qui apparaîtraient ne constituent notre objectif. La finalité qui est la notre, aujourd'hui comme toujours, c'est l'abolition des États et la suppression de la société de classes. Par contre, les événements d'aujourd'hui constituent un bon début. L'affaiblissement des institutions gouvernementales et l'irruption de la volonté de décider par soi-même auxquelles nous assistons aujourd'hui, constituent un bon début.

C'est pourquoi Solidaridad Obrera, plus clairement que jamais, considère que le Oui (à l'indépendance) revient aujourd'hui à dire bien plus que: *«si ça servait à quelque chose, le vote serait interdit»*, et signifie *«s'il est interdit de voter, c'est que ça sert à quelque chose»*.

Barcelone, 17-09-2017.

PERPLEXITÉ INTEMPESTIVE SUR L'ACTUALITÉ DU MOMENT

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 26 sept. 2017.

Alors que la Catalogne est en proie à des changements aussi impressionnants que ceux qui sont survenus depuis les manifestations *multitudinaires* (*) du 15 mai 2001, il est difficile de ne pas éprouver une certaine perplexité.

Qu'est-il arrivé pour que des secteurs parmi les plus combattifs de la société catalane soient passés du "*rodear el Parlament*" ("*encercler le Parlement catalan*") durant l'été 2011 à la défense des institutions de la Catalogne en septembre 2017?

Qu'est-il arrivé pour que ces secteurs soient passés de faire face devant les *mossos d'escuadra* [policiers catalans] sur la place de Catalunya, en leur reprochant leurs sauvageries, comme celles qu'ils ont infligées à Esther Quintana ou à Andrés Benítez, à applaudir maintenant la présence de ces policiers dans les rues en craignant qu'ils ne soient dessaisis d'une pleine autonomie policière?

Qu'est-il arrivé pour qu'une partie de ces secteurs soient passés de la dénonciation du *Govern* [gouvernement catalan] à cause de ses mesures politiques anti-sociales au vote récent de son budget?

Et également, qu'est-il arrivé pour que certains secteurs de l'anarcho-syndicalisme soient passés de l'affirmation qu'on n'obtiendra jamais de libertés en votant à la défense actuelle de cette possibilité pour les citoyens?

On pourrait rallonger énormément la liste des questions et on pourrait présenter de multiples réponses à celles qui ont été formulées ici. En effet, on peut évoquer des facteurs comme l'épuisement du cycle de 1978 (vote de la constitution espagnole), la crise économique et ses coupes sombres et la précarisation, l'installation de la droite dans le gouvernement espagnol et ses politiques autoritaires, la corruption scandaleuse du parti majoritaire, etc...

Cependant, il me semble qu'il serait naïf d'exclure de ces réponses celle qui tient compte, également, de la poussée extraordinaire du sentiment nationaliste. Une poussée que les facteurs auxquels je viens de faire allusion ont contribué à renforcer, mais qui a reçu également des doses très im-

portantes de combustible de la part des structures mêmes du gouvernement catalan et de son contrôle des télévisions publique catalanes. Ces années de persistante excitation de la fibre nationaliste ne pouvaient ne pas avoir d'effets importants sur les subjectivités, d'autant plus que les stratégies afin d'élargir la base de l'indépendantisme nationaliste catalan ont été, et continuent de l'être, d'une extraordinaire intelligence. La puissance d'un récit construit à partir du droit à décider, avec l'image des urnes, et à exiger la liberté de voter, était extraordinaire et réussissait à dissimuler parfaitement le fait que c'était tout l'appareil d'un gouvernement qui se mettait en branle pour promouvoir ce récit.

L'*estelada* (rouge ou bleue) est aujourd'hui sans le moindre doute le symbole chargé d'émotivité sous lequel les masses se mobilisent. Et c'est précisément cet aspect que ne devraient pas sous-estimer ceux qui, sans être nationalistes, voient dans les mobilisations pour le référendum une occasion que les libertaires ne devraient pas laisser passer afin de tenter d'ouvrir des espaces chargés de potentialités, sinon révolutionnaires, du moins porteuses d'une forte agitation sociale.

Et ils se lancent donc dans la bataille qui oppose les gouvernements de l'Espagne et de la Catalogne.

Ces libertaires ne devraient pas sous-estimer cet aspect car lorsqu'un mouvement de lutte inclut une importante composante nationaliste, et c'est, indubitablement, le cas dans le conflit actuel, les possibilités d'un changement de caractère émancipateur sont strictement nulles.

J'aimerais partager l'optimisme des camarades qui veulent essayer d'ouvrir des brèches dans la situation actuelle pour permettre des issues émancipatrices, cependant je ne peux fermer les yeux devant l'évidence que les insurrections populaires, et les mouvements pour les droits sociaux ne sont jamais transversaux, ils se heurtent toujours aux classes dominantes qui se regroupent d'un côté des barricades. Alors que dans les processus d'auto-détermination, et le mouvement actuel est clairement de cette sorte, une forte composante interclassiste intervient toujours.

(*) Ce texte nous est parvenu directement en français depuis la Catalogne; traduire *multitudinaires* (un hispanisme?) par *massives*; le 15 mai 2001 eurent lieu les manifestations du *Movimiento 15-M* ou *Mouvement des indignés*. (Ndr).

Ces processus entraînent une fraternisation entre exploités et exploités en quête d'un objectif qui n'est jamais celui de dépasser les inégalités sociales. Le résultat, corroboré par l'histoire, est que les processus d'autodétermination des nations finissent toujours par reproduire la société de classes, en soumettant à nouveau les classes populaires après qu'elles aient été la principale chair à canon dans ces combats.

Cela ne signifie pas qu'on ne doit pas lutter contre les nationalismes dominants et tenter de les détruire, mais il faut le faire en dénonçant constam-

ment les nationalismes ascendants, au lieu de confluer avec eux sous le prétexte que cette lutte commune peut offrir des possibilités de débordements de leurs positions et d'écarter ceux qui ne recherchent que la création d'un nouvel État national soumis à leur contrôle.

Personne ne peut avoir de doutes sur le fait que ces compagnons de voyage seront les premiers à nous réprimer dès qu'ils n'auront plus besoin de nous, et nous devrions avoir tiré des leçons des cas où nous leurs avons tiré les marrons du feu.

LETTRE À TOMÁS IBÁÑEZ SUR «PERPLEXITÉ INTEMPESTIVE»

MIQUEL AMORÓS,
Alicante,
27 sept. 2017.

Camarade Tomás,

Ta "*perplexité intempestive*" est le meilleur exposé que j'ai lu qui part du bon sens et du *seny* [l'équilibre, en catalan] révolutionnaire qui devrait se trouver non seulement chez les libertaires, mais chez tous ceux qui veulent abolir cette société au lieu de la gérer. Cependant, je ne suis pas surpris si des tas de gens se disant anarchistes se sont engagés dans le mouvement nationaliste et proclamé fortement leur droit à décider du matériel des chaînes qui vont les assujettir. Pauvre Ricardo Mella et sa [brochure sur] *La ley del número* [La loi du nombre dans les élections]! Ils étaient également assez nombreux tous ceux qui un jour sont montés dans le train de *Podemos* ou de celui des plateformes politiques, en troquant les loques de la lutte de classe par les habits neufs de la citoyenneté. C'est propre à l'anarchisme des hypocrites que de choisir à chaque tournant historique de faire le jeu du pouvoir en place. La guerre civile espagnole en est l'exemple le plus évident. La confusion, l'attrait irrésistible du fatras, le rejet des classes sociales, la tactique du moindre mal, l'ennemi de mon ennemi, peu importe. Le résultat final le voici:

une masse d'abrutis esclaves du fatras, le rejet des classes sociales, de toute cause impliquant autrui et un tas d'égos de malades dans le genre de Colau [Maire de Barcelone] ou d'Églises prêtes à payer pour se vendre.

Enfinement «*De noires tourments agitent les vents et de noires nuages nous empêchent de voir*» [Hymne de la FAI]. Essayons de les dissiper.

La question qui devrait être posée n'est pas pourquoi un secteur local de la classe dominante décide de résoudre ses différends avec l'État par la voie de la mobilisation des rues, mais pourquoi une partie considérable de gens ayant des intérêts opposés, principalement des jeunes, deviennent un élément d'une scénographie et la force de choc de la caste qui a fait de la Catalogne son patrimoine personnel, une Catalogne aussi classiste, catholique, corrompue et autoritaire que toutes les autres. Le jeu du patriotisme catalan n'est pas difficile à découvrir et ceux qui l'élaborent et en profitent n'ont jamais prétendu le cacher. Le «*Processus*» a été une opération de classe risquée.

La consolidation d'une caste locale associée au

développement économique exigeait un saut qualitatif sur le plan de l'autonomie régionale que la stratégie de «*peix al cove*» («*bird flying...*») ne pouvait obtenir. Le refus de la ploutocratie centrale de «*dialoguer*», c'est-à-dire de transférer des compétences, principalement financières, bloquait l'ascension de cette caste et diminuait dangereusement son influence et sa capacité politique face aux entrepreneurs, aux industriels et aux banquiers prêts à se laisser conduire par des souverainistes afin de tripler leurs avantages. La décision prise par les chefs de provoquer une «*collision de trains*» était une rupture radicale de la politique des pactes du catalanisme politique. Même si ce n'était pour de bon, c'est-à-dire qu'ils n'ont jamais eu comme objectif la déclaration unilatérale d'indépendance, il fallait un appareil de mobilisation bien huilé pour inoculer une mystique patriotique qui ferait bouillir de façon contrôlée le bouillon identitaire. La démagogie de l'indépendance, armée par le marketing de l'identité, a su se prolonger par un citoyennisme démocratique qui lui a permis de faire sortir dans la rue des masses trop domestiquées pour le faire elle-même. Avec une grande habileté, il a touché la fibre obscure des émotions réprimées et des sentiments grégaires qui sont tapis chez les serveurs de la consommation, c'est-à-dire qu'il a su supprimer à son profit le poids de l'aliénation.

L'objectif, à mon avis, a été un succès, et la caste dirigeante de l'État est beaucoup plus disposé à modifier la constitution du post-franquisme pour mieux s'adapter à la caste catalaniste, même s'il lui faudra sacrifier certaines figures en cours de route, peut-être au même Puigdemont. Les représentants puissants du grand capital (par exemple, Felipe González) semblent l'indiquer.

Le nationalisme est géré par des escrocs, mais en soi, ce n'est pas une arnaque. C'est le reflet sentimental d'une situation frustrante pour la majorité des subjectivités pulvérisées. Le nationalisme n'agit pas rationnellement, car ce n'est pas le résultat de la raison; c'est plus une psychose qu'un frémissement de libération. L'explication de l'éclosion émotionnelle patriotique dans la société catalane devra être recherchée dans la psychologie de masse et pour cela, Reich, Canetti ou même Nietzsche nous serons plus utiles que des

théoriciens comme Marx, Reclus ou Pannekoek. La conviction et l'enthousiasme de la multitude ne proviennent pas d'un raisonnement logique et froid ou d'analyses socio-historiques rigoureuses. Elle est plutôt liée aux décharges émotionnelles sans risque, la sensation de posséder un pouvoir produite par des accumulations, du fétichisme du drapeau ou d'autres symboles, de la «*catalanité*» virtuelle des réseaux sociaux, etc... Ce sont les caractéristiques d'une masse déracinée, atomisée et déclassée, et donc, sans valeurs, sans objectifs et sans idéaux propres, prédisposée à tomber dans les mirages mystiques à la mode. La vie quotidienne colonisée par le pouvoir de la marchandise et l'État est une vie pleine de conflits latents et intérieurs, dotés d'un excès d'énergie qui les fait émerger sous forme de névroses individuelles ou collectives. Le nationalisme, quel qu'il soit, offre un excellent mécanisme de canalisation de ces impulsions qui, si elles devenaient conscientes chez les gens, seraient un formidable facteur de révolte.

Le nationalisme divise la société en deux côtés paranoïaques opposés artificiellement par leurs obsessions. Les intérêts matériels, moraux, culturels, etc..., ne comptent pas. Ils n'ont rien à voir avec la justice, la liberté, l'égalité et l'émancipation universelle. Le peuple catalan est quelque chose d'aussi abstrait que le peuple espagnol, une entité qui sert d'alibi à une souveraineté de castes avec sa police particulièrement répressive. Un peuple est défini uniquement par son opposition à tout pouvoir qui n'émane pas de lui ou qui s'en sépare. Par conséquent, un peuple avec un État n'est pas un peuple. Tu conviendras avec moi [Tomás] que l'histoire est faite par les gens ordinaires par le biais des assemblées et des organismes issues d'elles, mais dans l'état actuel des choses, l'histoire appartient à qui la manipule le mieux. Ce que ces personnes font est fournir le cadre populaire d'une mauvaise pièce de théâtre qui permet une répartition prosaïque du pouvoir. N'importe qui peut faire ses calculs et naviguer en fonction de cela dans ou hors des eaux nationalistes d'une turbulence plutôt calme, mais il ne devra jamais perdre de vue le fond du problème.

Fraternellement.

PERPLEXITÉS N° 2 ET QUELQUES CERTITUDES À LA VEILLE DU 1^{er} OCTOBRE

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 29 sept. 2017.

Ce n'est plus le moment de dissenter sur les facteurs qui ont conduit à la situation présente, qu'il suffise de rappeler que figurent parmi eux l'irritation tout à fait justifiée d'une bonne part de la population catalane contre le gouvernement du *Parti populaire*, une série de griefs qui indignent cette population, mais aussi la constante et prolongée excitation de la fibre nationale moyennant le strict contrôle des télévisions et radios publiques catalanes par le gouvernement catalan, à quoi il faut ajouter la ferme volonté d'accéder à de plus grandes portions de pouvoir qui caractérise des élites politiques et économiques fascinées par la perspective de devenir un État.

Ce qu'exige le moment actuel, à partir d'une perspective libertaire, c'est plutôt une réflexion sur les stratégies et les positions que développe une partie du secteur anarchiste et du mouvement libertaire bien plus ample dans lequel il se trouve inséré. Je dois avouer que cette réflexion accroît ma perplexité en même temps qu'elle m'incite à réaffirmer quelques certitudes ancrées dans la mémoire libertaire des luttes.

La perplexité devient inévitable lorsque l'on contemple le lent cheminement qui part d'une franche sympathie, et même d'une implication, dans le multi-référendum qui revendiquait «*le droit à décider sur tout*» (et qui fut réprimé par la police catalane en mai 2014) et qui débouche sur l'appui à un uni-référendum qui ne contemple que le droit à décider sur la question nationale.

La perplexité devient inévitable lorsque l'on contemple l'imperceptible glissement qui mène de l'appel à la mobilisation populaire, chose que l'on ne peut qu'appuyer, à en appeler à aller aux urnes et à participer au référendum. Perplexité car quel est l'objectif? Que se produise une grande mobilisation contre le gouvernement et son appareil répressif, ou bien que les urnes soient pleines? La force de la mobilisation se comptera en nombre de bulletins dans les urnes ou bien en termes du nombre de personnes dans la rue et de leur détermination à lutter?

Il est vrai que le nerf de la contestation populaire prend actuellement la forme de la défense des

urnes (le «*droit de voter*» dans ce référendum et l'exercice factuel de ce droit en allant «*voter*»). Cependant, est-il nécessaire depuis une position anarchiste d'appeler au vote, et même de s'intégrer dans les *Comités de défense du référendum* afin de connecter avec la protestation populaire et tenter de la radicaliser? Ne peut-on faire face à la répression, avec la population, sans légitimer pour autant un référendum qui oppose deux gouvernements soutenus l'un et l'autre par une partie de la population? Faut-il crier «*Votarem*» (nous voterons) au lieu de «*nous résisterons*» ou même «*nous vaincrons*» pour pouvoir participer légitimement à la mobilisation?

Le choix ne se pose pas en termes de «*ne rien faire*» ou bien «*défendre les urnes*». L'alternative ne se situe pas en termes du faux dilemme «*prendre parti*» pour ceux qui défendent le référendum ou demeurer en marge de la lutte. Il est clair que lutter contre le capitalisme et l'État, même dans les circonstances actuelles, est tout à fait compatible avec le refus de grossir les rangs de ceux qui se situent sous un drapeau national et qui répondent à l'appel d'un gouvernement, de ses parlementaires et de sa police.

«*La légalité tue*» nous rappelle Santiago López Petit dans un intéressant article («*Prendre parti en una situació estranya*» - «*Prendre parti dans une situation étrange*»), tout à fait d'accord, mais c'est aussi ce que fait la légalité dont se réclame «*l'acteur nécessaire*» et principal créateur du référendum, c'est-à-dire le gouvernement catalan. Défier et faire sauter dans les airs la légalité espagnole est une chose de grande valeur (si cela advient finalement, au-delà des fissures qui se sont déjà produites), mais cela perd de sa valeur si c'est grâce à la couverture offerte par une autre légalité instituée, et même si l'on parie de la faire sauter elle aussi dans les airs après l'avoir acceptée et confortée dans le moment présent. Ne serait-il pas plus cohérent de ne pas contribuer à la renforcer dans l'immédiat et de commencer à la miner dès à présent en désobéissant à son exhortation à se rendre aux urnes?

Il est bien entendu impossible de prévoir le déroulement du coup de force dans lequel s'est enga-

gé le gouvernement catalan. Que peut-il se passer dimanche 1^{er} octobre et les jours suivants? Nul ne peut le savoir. Ce qui est sûr c'est que le gouvernement du *Parti populaire* est déjà notablement affaibli aussi bien au niveau international qu'en Catalogne et aussi dans certains secteurs de l'opinion publique espagnole qui sont, heureusement, sensibles aux mesures répressives. Ce qui semble également clair c'est que, pour tendue que soit la situation le dimanche soir et le lundi 2 octobre, avec l'éventualité que les députés indépendantistes s'enferment dans le Parlement et l'occupation d'espaces publics dans le style de la place Maidán (en moins sanglant!), il s'ouvrira un espace pour calmer le jeu, baisser la tension, «rétablir l'ordre» et permettre le début d'une négociation entre les deux gouvernements à partir des positions de force que l'un et l'autre auront atteintes.

Une négociation pour satisfaire les revendications des syndicats qui ont convoqué à une grève générale pour le 3 octobre? Les conditions pour une telle chose ne sont pas réunies, car le scénario principal n'est pas celui d'une lutte dans le monde du travail ni dans le cadre de la lutte de classe. Sauf si des

morts se produisent dimanche et que la grève générale se généralise en réponse à cela, l'entrée de la CGT et de la CNT dans la bataille du référendum n'aura servi que la cause indépendantiste, pas du tout celle des travailleurs.

J'espère me tromper. Mais là où je crois ne pas le faire c'est en pronostiquant que le nationalisme espagnol se renforcera à partir des événements actuels, ce qui non seulement pourrait donner des ailes à l'extrême droite, mais pourrait aussi assurer une importante victoire du *Parti populaire* s'il convoque des élections générales à court terme. Je ne sais pas si la certitude que le nationalisme catalan se verra également renforcé peut être d'une quelconque consolation pour les libertaires, mais...

Avec le plus grand respect pour les camarades qui ont une autre analyse tout aussi légitime que celle que je développe ici, il me semble que si, finalement, ce pronostic s'avère juste, l'erreur due à la perspective à court terme privilégiée par le secteur de l'anarchisme auquel je me référais plus haut sera évidente.

EL ESTADO ACTÚA EN CATALUNYA COMO UNA DICTADURA SECRETARIADO PERMANENTE DEL COMITÉ CONFEDERAL DE LA CGT

L'ÉTAT AGIT EN CATALOGNE COMME UNE DICTATURE SECRETARIAT PERMANENT DU COMITÉ CONFEDERAL DE LA CGT

La presencia de las «*fuerzas de seguridad del estado*» en Catalunya por el único hecho de querer ejercer su derecho a votar demuestra, con claridad, la actitud dictatorial de este mal-gobierno.

Las agresiones totalmente desproporcionadas que esas policías han efectuado contra la población demuestra con claridad su eterno papel represor al servicio de cualquier estado y pone gravemente en peligro la convivencia, la seguridad de las personas y las libertades básicas de todos y todas.

La Confederación General del Trabajo manifiesta su absoluto rechazo a estas actuaciones y expresa su apoyo y solidaridad con el pueblo de Catalunya.

Nada justifica agredir a una población pacífica que se defiende con urnas y papeletas, independientemente de la posición que se tenga sobre el derecho a decidir o sobre la independencia de Catalunya.

La CGT defenderá en Catalunya y en cualquier parte los derechos y las libertades de todos y todas, con los medios que tenga.

La présence des «*forces de sécurité de l'État*» en Catalogne au seul motif que la population catalane veuille exercer son droit de voter, montre clairement la dérive dictatoriale de ce gouvernement de malheur.

Les agressions totalement disproportionnées que ces policiers ont commises contre la population montre clairement son rôle répressif éternel au service de n'importe quel État et met gravement en danger la cohabitation et la sécurité des personnes et les libertés fondamentales.

La Confédération Générale du Travail manifeste son rejet absolu de ce type d'interventions et exprime son soutien et sa solidarité avec la population de la Catalogne.

Rien ne justifie l'agression d'une population pacifique qui se défend par les urnes et le bulletin de vote, indépendamment des positions des uns et des autres sur le «*droit de décider*» ou sur l'indépendance de la Catalogne. La CGT défendra en Catalogne et ailleurs les droits et libertés fondamentales, avec les moyens dont elle dispose.

QUELQUES CERTITUDES

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 3 oct. 2017.

La brutale agression policière perpétrée le 1^{er} octobre contre une partie de la population catalane nous a rappelé, au cas où cela serait nécessaire, que l'usage de la force fait partie de la définition même de l'État. L'intervention de l'État espagnol l'a manifesté clairement en montrant au grand jour ce que tous les États cachent derrière leur visage aimable et protecteur. Jamais la répression ne doit demeurer sans riposte, et il est bien clair que les anarchistes doivent toujours la dénoncer et la combattre.

Cependant, parce que l'usage de la force est «une prérogative légale» de tous les États nous ne devrions pas nous montrer ingénus face aux stratégies élaborées par l'indépendantisme catalan pour forger un nouvel État, qui aura nécessairement les mêmes prérogatives. Il est clair que le bras de fer engagé entre le gouvernement espagnol et le gouvernement catalan est tout à fait inégal, les dispositifs de pouvoir se concentrent essentiellement entre les mains du gouvernement central et c'est pourquoi il est vital que le gouvernement catalan puisse lui opposer la seule arme capable de lui offrir un certain avantage: le volume de l'appui populaire à ses objectifs.

Lutter contre la répression est une chose, donner de l'oxygène aux stratégies du gouvernement catalan et se laisser utiliser pour aider à ses objectifs en allant grossir les rangs de ceux qui lui servent de bouclier populaire face au gouvernement espagnol, en est une autre.

En ce sens, la grève générale convoquée en Catalogne par la CGT et d'autres syndicats juste deux jours après le référendum d'autodétermination, c'est-à-dire, pour aujourd'hui 3 octobre, ne peut se séparer, en aucun cas, du scénario dessiné par la célébration d'un référendum destiné à ouvrir le chemin à la création d'un nouvel État sous la forme d'une République catalane. Dans la mesure où l'on ne saurait ignorer les contextes pour saisir le sens des actes et pour les évaluer, cette convocation de grève ne pouvait que me causer une certaine perplexité.

Que l'on puisse préférer un État catalan sous forme de république à un État espagnol sous forme de monarchie me semble compréhensible et je comprends que l'on puisse lutter pour cet objectif, aussi bien s'il s'agit d'un anarchiste (personne n'est «exclusivement» anarchiste mais bien d'autres choses aussi) que s'il s'agit d'un nationa-

liste convaincu. Ce qui me semble moins compréhensible, c'est que des organisations libertaires se laissent entraîner dans cette lutte, ou bien que l'on essaie de justifier la participation à cette lutte en recourant à l'argumentaire anarchiste. L'implication dans la lutte pour un nouvel État catalan n'a rien à voir avec l'anarchisme mais relève d'autres considérations.

Le contexte plus spécifique dans lequel s'insère la grève du 3 octobre, après la convocation hier à «un arrêt national» par d'autres organisations, fait croître la perplexité que j'évoquais plus haut. J'étais habitué à ce que le patronat et les autorités agissent contre les grèves, en y faisant obstacle et en essayant de rabaisser les chiffres de participation.

Cette fois-ci c'est tout le contraire. Une partie du patronat appuie la paralysie du pays et le gouvernement catalan concède une journée libre au personnel des administrations en maintenant leur paye. C'est comme si un lockout avait été décrété mais avec salaire inclus. Il est vrai qu'une certaine ambiguïté est entretenue à propos de la nature de l'action lancée pour paralyser le pays. La «Table pour la démocratie» constituée, entre autres, par les syndicats majoritaires, ainsi que par les principales organisations indépendantistes, et par des organisations patronales, ne parle pas d'une «grève générale» mais d'un «arrêt du pays» ou d'un «arrêt civique».

J'écris ce texte alors que la journée du 3 octobre est encore en cours, mais il est déjà évident que cet «arrêt national» obtiendra un succès sans précédent et ternira, sans l'annuler complètement, la portée de la «grève générale» convoquée par les syndicats anarcho-sindicalistes avec d'autres collectifs.

J'avais exprimé publiquement mon désaccord quant à l'opportunité d'appeler à la grève générale de la part des organisations anarcho-sindicalistes deux jours après le référendum, ce désaccord était le même que celui qui me faisait réagir contre la participation, ou la collaboration, au référendum impulsé par les nationalistes. Je réaffirme ce désaccord sans aucune réserve, et ma décision de ne pas participer aux mobilisations du 3 octobre était prise.

Cependant, j'irai aujourd'hui, de manière critique, à la manifestation de la CGT, de la CNT et

d'autres collectifs. Ce qui a fait varier ma décision c'est la «Déclaration (abusivement qualifiée d'"unitaire") du mouvement libertaire» dont je partage les termes pour l'essentiel. L'accent mis dans cette déclaration sur la dénonciation du gouvernement catalan et de ses forces répressives atténuée partiellement l'aide qu'apporte l'appel à la grève générale aux stratégies gouvernementales et extra-gouvernementales pour créer un nouvel État.

Il me faut dire également que je ne suis pas d'accord avec le titre sous lequel se présente cette déclaration: «Nous avons choisi de lutter». Il est clair que l'alternative pour des anarchistes ne se joue pas entre «lutter ou ne pas lutter», tout simplement parce que abandonner la lutte est incompatible avec l'anarchisme. Le choix se pose ici en termes bien différents sur lesquels je ne vais pas insister à nouveau.

A PROPOS D'ORAGES ET DE BOUSSOLES

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 11 oct. 2017.

C'est dans les moments agités, complexes, et orageux qu'il importe de consulter nos boussoles pour ne pas nous égarer. Mais c'est aussi au cœur de l'orage que leurs indications s'avèrent le moins fiable. C'est pourquoi il est crucial de ne pas se laisser emporter par le tourbillon des événements qui se succèdent de manière endiablée et qui exigent des réactions rapides. C'est pourquoi il est nécessaire de lever les yeux, ne serait ce qu'un instant, par dessus le contexte immédiat, prendre une certaine distance par rapport à l'orage, et tenter d'entrevoir l'horizon vers lequel nous poussent les actes que la situation semble nous imposer.

Malgré la sympathie, l'affection et la compréhension que j'éprouve envers bon nombre des libertaires qui s'impliquent dans les mobilisations qui secouent la Catalogne, je ne peux m'empêcher de considérer qu'ils sont entraînés de favoriser, de manière totalement involontaire, le processus conçu par le Gouvernement Catalan et par les formations nationalistes pour créer "un nouvel État".

Il est clair que tel n'est pas leur objectif, bien au contraire, et que ce n'est pas cela qui les conduit à exposer leur corps dans une paradoxale "défense des urnes", ou à convoquer une grève générale en contiguïté temporelle avec le référendum pour la création d'un nouvel État.

Leurs objectifs s'étendent depuis celui consistant à "détruire l'État Espagnol" (souhaitons qu'il soit atteint), jusqu'à celui d'avancer vers une situation où il soit possible de "décider de tout" et pas seulement de la forme politique du territoire, en passant par la volonté de radicaliser l'agitation actuelle en encourageant la créativité et les pincées d'auto-organisation qui pointent dans la population. Certains caressent même le rêve d'une (improbable) insurrection populaire ouvrant la voie à une véritable "autonomie" au sens fort

du terme qui va bien au delà du concept d'autodétermination des peuples.

Ces objectifs, ainsi que l'incontournable engagement à lutter contre la répression exercée par l'État sur ceux qui défient ses lois, m'inspirent le plus haut respect. Ceci dit, il n'en demeure pas moins que les actions de ces camarades apportent leur petit grain de sable au développement du projet indépendantiste, ou plutôt nationaliste, comme il est plus exact de le dénommer car il ne poursuit pas "l'indépendance" d'autre chose que celle d'une "nation"... exclusivement.

Si cette contribution au développement du projet nationaliste me préoccupe ce n'est pas parce qu'il conduit à l'éventuelle création d'un nouvel État, car en fin de compte il nous faudrait poursuivre nos luttes en son sein comme nous le faisons dans l'État où nous nous trouvons, sans qu'un changement du cadre étatique entraîne une différence qualitative digne de mention. Vivre dans un nouvel État nous importe peu, par contre, la principale conséquence négative qui découlera de notre participation dans le conflit actuel c'est que ce sera nous, et les travailleurs impliqués, qui paieront les "plats cassés" de l'affrontement entre l'État institué et l'État naissant, comme cela va être le cas, par exemple, pour la vingtaine d'anarchistes grecs arrêtés suite à l'occupation de l'ambassade espagnole en solidarité avec "la Catalogne" (sic).

Ce qui me préoccupe, et c'est précisément ici que prend sens mon appel à "lever les yeux", c'est que la contribution aux affrontements actuels est entraînée de donner des ailes à "l'essor des nationalismes", comme cela se produit à chaque fois qu'il y a un choc entre nationalismes, et cela augure un affrontement entre travailleurs aussi bien en Catalogne, qu'entre des travailleurs d'ici avec ceux d'autres parties du territoire. Sans parler, par ail-

leurs, du correspondant “essor de l’extrême droite” que l’on constate déjà en divers points d’Espagne. Bien entendu, il ne s’agit pas de renoncer à lutter sous prétexte que cela peut susciter l’essor de l’extrême droite, mais ce qu’il ne faut certainement pas faire c’est lutter dans une bataille définie en termes nationalistes car c’est cela qui garantit cet essor.

En cet instant, les interventions respectives de Puigdemont (Président du Gouvernement Catalan) qui laissa hier dans les limbes la proclamation du nouvel État, et de Rajoy (Président du Gouvernement Espagnol) qui a mis en marche, de façon pour l’instant voilée, la suspension de l’Autonomie

Catalane, révèlent leur soucis de ne pas nuire aux intérêts des grandes corporations, des entreprises ou des entités financières, et signalent les limites qu’aucun des deux gouvernements en lice n’est disposé à transgresser. Cela se traduit par une atténuation de la tension existante, accompagnée de la mise en scène d’un spectacle fait de poses et de tromperies assorties de tirs de balles à blanc. Jusqu’à présent le seul sang qui a été versé, et il faudrait éviter qu’il continue à l’être, est celui de “ceux d’en bas, qui se sont laissé entraîner à participer à une partie orchestrée et arbitrée par la classe politique en fonction de ses intérêts. Il nous faut lutter, bien sûr, mais pas dans des combats où nos ennemis nous appellent à les rejoindre.

CONFEDERACIÓN NACIONAL DEL TRABAJO - CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL - 11 OCTOBRE 2017

CNT ANTE LA SITUACIÓN EN CATALUNYA

POSITION DE LA CNT SUR LA SITUATION EN CATALOGNE

Los sucesos que están aconteciendo estos días son tan trascendentales para la clase trabajadora que CNT considera necesario emitir un comunicado exponiendo su postura. Nos parece evidente que el impase en el que se instala la cuestión soberanista catalana, después de que el presidente del Govern catalán haya suspendido la declaración de independencia, supone el inicio de una etapa turbulenta, principalmente como consecuencia del azote que supondrán las demandas de diferentes grupos de presión del régimen del 78 que pretenden que el Gobierno español aplique sin demora el tristemente famoso artículo 155.

Por supuesto que el cumplimiento de estas amenazas sería letal para los derechos y libertades de una población catalana contestataria, y sobre todo para los sectores obreros, sobre cuyas espaldas se cargarían mayoritariamente, como sucede en cualquier sociedad capitalista, las imposiciones gubernamentales. Pero aún más terrible sería que todo esto se produjera en un contexto en el que la solidaridad de trabajadoras y trabajadores de todo el Estado se encontrase fracturada. De ahí que CNT quiera alertar sobre lo pernicioso del relato de la crisis política catalana que están difundiendo mayoritariamente los medios de comunicación, desde el fanático «a por ellos» al boicot fascista a la *Diada valenciana*.

De acuerdo con lo que ya había recalado, CNT

L’importance des événements auxquels nous avons pu assister ces derniers temps est telle pour la classe ouvrière, que la CNT se devait de communiquer pour préciser sa position à ce sujet. Il nous apparaît évident qu’une période de troubles s’est installée, liée à l’impasse dans laquelle s’est installée la question de la souveraineté de la Catalogne, impasse ayant entraîné le report de la déclaration d’indépendance par le président du gouvernement catalan, conséquence directe des pressions effectuées par les différents groupes liés au système gouvernemental installé depuis 1978, et qui exigent l’application sans délai du tristement célèbre article 155.

De toute évidence, les droits et libertés d’une population catalane contestataire seront anéantis, si ces menaces sont mises à exécution, mais ce sont, par dessus tout, les secteurs ouvriers - cibles traditionnelles des mesures coercitives, comme dans n’importe quelle société capitaliste - «*qui se respecte!*» (*) -, qui en seront les principales victimes. Il faut s’attendre peut-être à pire encore: la mise en place de ces mesures dans un contexte qui met à mal la solidarité des travailleuses et travailleurs de toute l’Espagne. Face à cette perspective, la CNT se doit de mettre en garde contre les dérapages d’une couverture médiatique de la crise politique catalane, de ce slogan fanatique «*On va se les faire*» (**) à l’appel des fascistes au boycott lors de la fête de Valencia.

(*) Ajouté par le traducteur.

(**) Slogan des supporters du Real de Madrid contre le Barça, repris à Huelva, lors des manifestations «*espagnoles*» (cf. *Le Monde*). Note du traducteur.

apoya de manera inquebrantable el derecho a decidir, con la esperanza además de que se extienda al resto de territorios y de ámbitos de la vida, frente a cualquier tipo de chantaje, intimidación o cuadro apocalíptico que se oponga. Como dijo el clásico, «no nos dan miedo las ruinas porque llevamos un mundo nuevo en nuestros corazones...», y las clases productivas están de nuestra parte.

Por ello, CNT se mantiene de momento expectante, vigilando que los intereses de trabajadoras y trabajadores no se vean afectados por las novedades.

En toute logique avec ce qui vient d'être souligné, et contre toute espèce de chantage, d'intimidation ou de scénario apocalyptique qui s'y opposerait, la CNT non seulement appuie catégoriquement le droit de décider, mais en outre, avec l'espoir que ce droit s'étende au restant du territoire et aux différents domaines de la vie. Pour reprendre un classique, «nous n'avons pas peur des ruines car nous portons un monde nouveau dans nos cœurs...», et les classes productives sont de notre côté.

Par rapport à tout cela, la CNT demeure dans l'expectative et sera vigilante à ce que les événements ne portent atteinte aux intérêts des travailleuses et des travailleurs, ne soient pas touchés.

AU SUJET DE LA CATALOGNE

SOUS LA PLAGES LES PAVÉS

Un site anarchiste de Nice et du sud-est

15 oct. 2017.

On observe depuis désormais plusieurs années que, des bases historiques de la critique révolutionnaire, plus grand chose n'est acquis. Mais qu'on en soit, en 2017, à débattre du bien fondé de l'indépendance de la Catalogne, région la plus riche d'Espagne, ou de l'auto-détermination du peuple catalan, est assez inquiétant. Nous sommes encore nombreux à être tentés de croire que les nationalismes, après les quelques ravages qu'ils ont causés au vingtième siècle, sont loin derrière nous. Mais la réalité vient trop souvent nous rappeler qu'il n'en est rien, et que, dans ses versions de gauche ou progressiste, le fléau nationaliste a encore de beaux jours devant lui. Il n'a bel et bien jamais cessé d'être une force active de premier ordre, et d'exercer un attrait sur les populations et sur bon nombre d'individus, y compris sur ceux souhaitant vivre tout autrement.

C'est ainsi que des «révolutionnaires» soutiennent aujourd'hui la prétendue auto-détermination du prétendu peuple catalan, et qu'ils appellent à se joindre au mouvement catalaniste sur des bases autonomes qui ne feraient pas le jeu des politiciens qui le dirigent. Comme si une telle chose était possible! Comme si, en se joignant aux foules mobilisées derrière le patriotisme et le chauvinisme, toutes enivrées de la symbolique des drapeaux, il était possible de faire entendre une voix minoritaire et discordante, porteuse du projet d'en finir avec tous les États. Comme si tout ceci n'était pas

l'exact contraire, une opposition complète et définitive à l'idée d'autonomie.

Nous ne reviendrons pas sur la critique du concept de nation, qui ne peut constituer qu'un principe de base de la critique anti-autoritaire. C'est plutôt sur la question catalane que nous proposons ici quelques arguments, qui nous semblent pouvoir être utiles dans la situation actuelle.

Une histoire catalane spécifique?

Comme toute idée de nation, celle d'une nation catalane a de quoi provoquer quelques haussements de sourcils circonspects. Dans une Europe méridionale civilisée et hiérarchisée depuis plus de deux mille ans, qui a connu l'influence notoire de l'Empire Romain (voyez «notre» conception du droit, en Catalogne c'est à peu près kif-kif), puis de l'Église catholique ou de diverses civilisations maghrébines (*), la Catalogne a émergé comme puissance importante à partir du Moyen-âge.

(*) Ces civilisations maures ou mauresques, que l'on crédite du développement de l'agriculture en Espagne (toujours cette vision du *Progrès comme moteur de l'histoire*), étaient tout de même hiérarchisées, et l'Espagne d'alors n'est pas devenue comme par miracle, en quelques années, un paradis sur terre arabo-hispano-juif. Cette fable, habituellement transmise, fait l'impasse sur la réalité sociale d'alors, celle d'une société de classe traversée de conflits, où les rivalités entre «communautés» étaient loin d'être inexistantes.

Le Premier État Catalan est né en 1162, avec l'unification de plusieurs comtés auparavant sous le contrôle de seigneurs locaux. Sa cour adopta alors le catalan comme langue officielle. Plus tard, la région sera intégrée au Royaume d'Espagne, en conservant certains privilèges institutionnels, les *fueros*, négociés par ses élites pour elles-mêmes, et non pour les beaux yeux des miséreux, de l'exploitation desquels elles vivaient, non sans quelque luxe tapageur du côté de Lérida, de Gérone, etc...

C'est à cela que l'on se réfère lorsque l'on parle de nation catalane. C'est dans ce passé mythique que les catalans d'aujourd'hui puisent leurs origines.

Certains «*libertaires*», qui fantasment sur une ancienne autonomie, éludent évidemment ces sujets qui fâchent. Il n'y a en réalité jamais eu, dans l'histoire de la Catalogne, une quelconque autonomie populaire, si l'on désigne par-là le résultat, les acquis d'une opposition à ses élites, pas plus qu'il n'y en a eu en Provence ou en «*Occitanie*» voisines (*).

Partout, les luttes historiques des paysans ou des artisans ont été confrontées aux diverses fractions de pouvoir: celles de la monarchie, de l'Église ou de la noblesse commerciale et marchande, lesquelles n'ont cessé de revendiquer et de négocier des privilèges locaux vis-à-vis du Centre, contre leur fidélité à celui-ci.

Le dépassement de ces rapports hiérarchiques, qui ont structuré très tôt les sociétés de l'Europe méridionale, a été la principale limite rencontrée par les mouvements insurrectionnels du Moyen-Âge et de la Renaissance, qu'ils aient eu une forme religieuse ou non.

La Catalogne n'a pas échappé à la règle. Au XV^{ème} siècle, la révolte des paysans catalans contre leur statut de serfs (la *remança*), trouva même le soutien du Roi Ferdinand II d'Aragon contre les nobles catalans!

Même dans des mouvements où l'antagonisme avec les riches était plus affirmé, comme celui des paysans de 1640 (**), qui trouva un écho dans les villes de Catalogne, on criait lors des combats «*Vive le Roi*» ou «*Vive la Sainte Mère l'Église*».

La langue, tout comme l'organisation sociale, est largement issue des rapports hiérarchiques des sociétés de «*notre*» région du monde. Il existe bien évidemment des particularités, des pratiques sociales qui peuvent s'opposer à certaines formes de pouvoir, ou au pouvoir lui-même, et qui se forment notamment dans les luttes.

Mais cette Europe méridionale n'est pas une région de «*peuples*» qui auraient conservé un mode de vie et des logiques «*autonomes*» vis-à-vis du pouvoir extérieur, comme cela a pu exister dans des régions du monde où vivaient des populations tribales n'ayant pas connu les civilisations. C'est un territoire dont les frontières ont bougé, une région de cathédrales et de châteaux, la terre des croisades contre les Cathares et de la Cité des Papes, de l'Inquisition et du commerce, de la colonisation.

La Catalogne, dans son histoire, n'a rien qui la distingue nettement du reste de la région: elle a connu l'influence des mêmes civilisations, celle de l'Église catholique, puis le féodalisme, l'expulsion des maures et des juifs, la participation à la Conquête des Amériques, et la transition petit à petit vers un capitalisme moderne.

L'élite catalane, une fois intégrée au Royaume d'Aragon, participa bien, contrairement à ce que voudraient faire croire certains catalanophiles, à la colonisation. Bien que la région ait été en déclin économique à cette période, la marine catalane affréta de nombreux navires pour les Amériques. Christophe Colomb nomma une des îles des Antilles *Montserrat*, en référence à la Catalogne. Il choisit pour chef militaire, lors de sa deuxième expédition, le catalan Pedro de Margarit. Plusieurs catalans furent nommés «*Vice-Rois du Pérou*», comme Navarra y Rocafill ou Manuel D'Amati de Junyent. Et si parmi les conquistadores catalans de renom, on ne compte certes pas autant de catalans que de basques (***), l'histoire se souvient tout de même de sympathiques personnages tels Joan Joan Orpi i

(*) Contrairement à ce que cherchent à nous faire croire les adeptes d'une lecture culturelle de l'histoire. Voir des ouvrages comme *Histoire universelle de Marseille*, où tout est toujours plus beau à Marseille, même dans le monde féodal et sous le capitalisme.

(**) Antoni Simon Tarrés, *Catalunya en el siglo XVII, la re-vuelta campesina y popular de 1640*.

(***) Certains historiens estiment qu'en proportion de la population espagnole d'alors, c'est du Pays Basque que partirent le plus de *conquistadores* mater les sauvages des Amériques et piller leurs terres! Au-delà des spéculations sur les chiffres, cela rappelle surtout que le développement de la classe marchande basque a été plutôt précoce, et qu'elle n'a pas été la seule à bénéficier de terrains gratuits outre-mer: il lui fallait bien des hommes, et ce fût, pour certains pauvres, une manière d'accéder à la propriété sans avoir à se coltiner les seigneurs, plutôt seignants, qui régnaient sur *Euskal Herria*. Les maisons que se construisirent les nouveaux riches dans les villages du Pays Basque, jusque dans les régions les plus isolées, en témoignent, tout comme les noms basques que portent beaucoup de villes et de villages d'Amérique Latine. Tu parles d'un peuple opprimé!

del Pou, dernier conquérant du Venezuela, Gaspar de Portolá au Mexique, etc...

Lors des siècles suivants, la Catalogne se plaça du côté des Habsbourg contre les Bourbons dans la guerre de succession espagnole de 1719, ce qui lui fit perdre ses prérogatives au triomphe des derniers.

Le nationalisme catalan

A partir du XIX^{ème} siècle, alors que l'Espagne faisait figure de région misérable d'Europe, ravagée par la cupidité de ses élites, qui surexploitaient depuis des siècles les paysans, les bourgeois catalans, parfois «*formés*» dans les colonies, se lancèrent les premiers dans le développement industriel. La région connut un véritable boom économique, qui commença dans le textile, grâce à la machine Watt et à l'eau, qui coule en abondance depuis les sources des Pyrénées.

Cette époque devint celle du faste des industriels catalans, dont certains construisirent des Empires. On fait d'ailleurs référence à la culture qui l'accompagna sous le terme de *Renaixença* («*Renaissance*»).

Cette bourgeoisie avait une logique paternaliste, le culte du Progrès, et mit en avant le développement culturel de sa région. La Catalogne vit le développement du modernisme en architecture, directement financé par les dons des riches catalans, dont Gaudi est devenu le plus célèbre représentant.

Se développa parallèlement, et en opposition, un mouvement ouvrier combatif, qui contribua largement à poser les bases des théories collectivistes puis communistes-libertaires dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle. La classe ouvrière de Catalogne devint vite une force révolutionnaire majeure, et Barcelone était, dès la fin du XIX^{ème} siècle, l'une des principaux foyers révolutionnaires d'Europe. On l'appellera la *rosa de foc*, la «*rose de feu*», tant les soulèvements y étaient fréquents. Les anarchistes y étaient pratiquement hégémoniques, et toutes les références du prolétariat catalan sont liées à ce courant, des procès de Montjuich de 1896-1897 à la *Semaine sanglante* de 1910, du soulèvement de 1917 à l'insurrection de 1932 dans le Haut-Llobregat, jusqu'à la révolution de 1936.

Il serait faux de simplifier l'histoire à outrance en éludant ses ambiguïtés: dans les rangs de la CNT catalane, qui devint la force révolutionnaire quasi-hégémonique à partir des années vingt, et qui accueillait ses membres sur une base de classe,

certaines ont pu adhérer aux revendications autonomistes, et même adhérer aux partis catalanistes. Mais l'organisation n'a jamais soutenu l'indépendance ou l'autonomie de la Catalogne, au contraire de ce que certains idéologues très intéressés ont pu écrire après coup (*).

Il est surtout vrai qu'il a pu exister chez certains anarchistes catalans, l'idée que ce qui distingue les Catalans du reste des espagnols est leur culture, leur conception progressiste des mœurs ou des rapports sociaux, leur civilité. Cette identification avec les valeurs de la bourgeoisie est essentielle dans le sentiment nationaliste, et largement populaire, en Catalogne.

On trouve plusieurs témoignages de ces préjugés. Ils étonnèrent par exemple l'internationaliste Kaminski, qui relata dans son ouvrage sur la révolution espagnole *Ceux de Barcelone* (de 1937), la diatribe hautement chauvine et réactionnaire de l'infâme Federica Montseny, anarchiste devenue Ministre, et qui assumait alors neuf mandats officiels:

«*Ici nous ne sommes pas en Andalousie [...] En Catalogne, la femme est depuis toujours le centre de la famille. Nous n'avons jamais connu cet ordre féodal dans lequel la femme occupait le dernier rang...*

Le sens de la maternité est chez les femmes catalanes tellement fort qu'elles ne renoncent à la joie d'être mères que dans des cas très graves». [et v'lan pour l'avortement, soit dit en passant, qu'on la crédite d'avoir légalisé durant son passage zélé par les bureaux ministériels!].

Même des anarchistes catalans opposés à toute idée d'indépendance, comme José Peirats (qui sera d'ailleurs durement critiqué en 1977, lors de la reconstruction de la CNT, pour s'y être ouvertement opposé), se sont parfois fait les relais de ce mépris pour les espagnols arriérés. C'est ainsi qu'on lit dans *Figuras del movimiento obrero español*, un recueil de portraits d'anarchistes de son temps, que la CNT avait réussi à remporter «*la bataille d'enrôler dans ses rangs ce torrent d'andalous et de murciens sous-développés*» (**).

Felipe Alaiz, plume talentueuse de l'anarchisme espagnol, écrivait dans le quelque peu démodé *Hacia una Federación de Autonomías Ibéricas*, en 1945, quelques passages encore très actuels sur la question du sentiment nationaliste catalan. Ils

(*) La CNT n'a jamais pris de résolutions de Congrès allant dans ce sens.

(**) Ediciones Picazo, page 90. Traduit de l'espagnol par l'auteur du texte.

prouvent que la question n'a jamais cessé d'agiter les cerveaux, malgré son influence beaucoup plus faible à l'époque.

«*La Catalogne a compté des hommes résolument convaincus que la soumission au centralisme typique de Madrid est une soumission dégradante [...] Mais il y en eut aussi beaucoup, catalans ou pas, qui trouvaient dégradante la soumission du point de vue individuel, et non spécifiquement catalan. Comment comprendre que seul le catalan ait de graves dissidences vis-à-vis du centre? Ce serait approuver un exclusivisme.*

En quoi importe-t-il aux millions de castillans sans patrie, à ceux que la patrie blesse et saigne, qu'un catalan se plaigne amèrement qu'au Palais de justice, à la douane ou dans les journaux de la fâcheuse patriotarderie espagnoliste, on lui nie sa patrie?

L'espagnolisme est une chose si grossière qu'on ne peut la combattre avec des pleurnicheries. Désencombrons-nous donc tous de la patrie, et qu'on passe à autre chose!

Soyez séparatistes de l'injustice! Affirmez le droit intégral à l'autonomie indiscutable qui commence en vous-mêmes, et non dans un bureau, ou aux pieds de la vierge de Núria» ()*.

Il existe en Espagne une logique assez forte de revendication de prétendues identités locales, et les nationalismes s'appuient sur ces localismes ou régionalismes. C'est en Catalogne et au Pays Basque, les deux régions de plus fort développement industriel historique, que ces revendications ont pu se développer et devenir de véritables nationalismes.

Le Pays basque a connu tous les épisodes historiques que nous avons évoqués, mais à la différence du catalan, la langue basque est profondément unique, et ses origines étrangères à la Péninsule ibérique. En Catalogne, le sentiment comme l'idéologie nationalistes catalan ont cette spécificité qu'ils se réclament d'un passé glorieux, moderne, par opposition au sous-développement du reste du pays. La bourgeoisie catalane assimilait révolutionnaires et immigrés des autres régions d'Espagne, et utilisait le terme méprisant de *murciens* pour les désigner.

Jusqu'au début du vingtième siècle, ce sentiment restait encore de l'ordre du chauvinisme régional, qui tirait peu à conséquences: le projet révolutionnaire unissait une grande partie du prolétariat espagnol au-delà des identités; les migrations internes vers les centres urbains, et vers Barcelone en premier lieu, étaient importantes, et les expériences de révolte et d'insurrections finirent par culminer dans la révolution de 1936.

Auparavant, certains avaient bien tenté des rap-

prochements avec les catalanistes, comme le futur Ministre de la CNT García Oliver avec Francesc Macià, chef du *Parti Estat Català* (**): il avait quitté le Congrès de Marseille de 1926 devant la réprobation de son organisation.

Le courant politique catalaniste connût un certain développement à partir des années 20, et se constituèrent plusieurs formations politiques qui évoluèrent avec le temps. Il y eut d'abord la *Ligue Régionaliste*, de droite et conservatrice, puis plus tard des organisations de gauche, démocrates, avec la plupart de ceux qui se réclamaient alors du marxisme en Espagne.

C'est surtout la *Gauche Républicaine de Catalogne* (ERC) qui eut un succès important dans les années 30. Durant la Seconde République, l'ERC et *Estat Català* s'intégrèrent au gouvernement catalan. Les *escamots*, groupes paramilitaires d'*Estat Català*, étaient utilisés pour briser les grèves et assassiner les anarchosindicalistes. Le chef de la police Miguel Badia, d'*Estat Català*, devint l'ennemi numéro 1 des anarchistes des groupes d'action, qui finirent par le tuer en 1936 avec son frère, autre réactionnaire notoire.

Estat Català et d'autres catalanistes de toutes tendances proclamèrent la formation d'un *État Catalan* dans la République espagnole en 34. Leur première mesure fut d'attaquer les bureaux de *Solidaridad Obrera*. Le gouvernement central brisa le mouvement, dont les meneurs les plus actifs trouvèrent refuge à l'étranger, en Italie fasciste par exemple. Parmi eux, Josep Dencàs, qui se définissait comme «*national-socialiste*», ou Daniel Cardona, leader de *Nosaltres sols* («*Nous seuls*»), l'aile fasciste d'*Estat Català*, qui ne cessa d'entretenir des liens avec l'Italie fasciste.

Ces idéologues développaient une idéologie raciste inspirée de Gobineau, et prônaient la guerre des races sur le sol espagnol. Leurs théories étaient dans la continuité du racisme scientifique, qui se développa très tôt en Catalogne. Enric Prat de la Riba avait publié *La question catalane* en 1898, financé par le français Jules Guérin de la *Ligue Antisémite*. Il y eut ensuite un nombre important de travaux qui développèrent le concept d'une race

(*) *Ediciones de la Fundacion Anselmo Lorenzo*. Traduit de l'espagnol par l'auteur du texte. La vierge de Núria se trouve au sanctuaire du même nom, où le premier statut d'autonomie de la Catalogne fut rédigé, en 1931. C'est depuis 1983 la patronne des skieurs catalans!

(**) Alors en exil, il avait des visées insurrectionnelles et mit sur pied un plan pour assassiner le Roi d'Espagne.

catalane spécifique du point de vue biologique, comme ceux de Pompeu Gener (proche de la revue *Juventut*, porte-voix d'un courant culturel influent - Gener fréquentait Picasso), puis d'autres, qui eurent une influence non-négligeable sur les leaders politiques catalanistes.

En juillet 1936, les catalanistes qui ne soutenaient pas Franco (comme la *Ligue Régionaliste*) entrèrent dans le gouvernement et y gagnèrent peu à peu de l'influence en se rapprochant des démocrates ou des stalinien. Ils s'opposèrent tous à la révolution sociale en cours, que ce soit l'ERC, républicaine de gauche, les petites formations politiques dans les campagnes (*) ou le PSUC, ferme partisan de la classe moyenne catalane contre les collectivisations, et dont l'ennemi juré était le POUM (**) marxiste, qui osait critiquer l'URSS. Le PSUC accusa ses membres d'être des agents de Franco et fit tout pour s'en débarrasser.

Enfin, *Estat Català*, qui avait quitté l'ERC avant le mois de juillet, et dont le leader était toujours Dencàs, réunit plusieurs groupes catalanistes, participa à tous les complots contre la CNT et les révolutionnaires, et se trouva sur les barricades en mai 37 du côté des stalinien. Certains de ses membres fomentèrent un Coup d'État pour proclamer l'Indépendance de la Catalogne, qui ne fonctionna pas. Plus tard, ils tentèrent de négocier la reddition de la région avec Mussolini, en discutant d'une protection accordée par l'*Internationale fasciste*, dont les troupes combattaient les révolutionnaires en Espagne (***).

«Autonomie» et «indépendance»

C'est surtout après le franquisme, qui interdit la langue catalane, qu'a ré-émergé, avec plus de vigueur qu'auparavant, le projet autonomiste, puis indépendantiste, en Catalogne. Il servira avant tout à l'élite locale à polariser l'intense lutte des classes qui se livrait alors partout, notamment dans les usines, sur la question identitaire, et à négocier avec l'État central un statut d'«*autonomie*» politique particulier.

La Catalogne obtenait son parlement, ses ministres, la reconnaissance du catalan comme langue officielle en 1978 à travers des accords signés après le *Pacte de la Moncloa* de 1977, lequel sanctifiait la «*transition démocratique*». L'essentiel des anarchistes et des révoltés s'opposèrent logiquement à cet accord entre la bourgeoisie et l'État, y compris en Catalogne. La CNT catalane organisa une manifestation en octobre, avec l'UGT et les *Commissions Ouvrières* de la région, pour s'y opposer; elle réunit 400.000 personnes dans les rues de Barcelone.

On ne peut comprendre l'explosion récente de l'indépendantisme catalan sans prendre en compte la pacification importante qui a suivi les mouvements de révolte des années 60 et 70, puis la baisse d'intensité générale de la lutte des classes en Europe.

Mais ce serait une erreur de s'y limiter, car des luttes sporadiques ont continué d'agiter l'Espagne, et ce n'est qu'assez récemment qu'a triomphé, favorisé par la crise, le modèle *citoyenniste* espagnol. Le mouvement, largement réformiste, du 15-M de 2001, a débouché sur de fortes logiques *assembléistes* dans les quartiers de Barcelone, ville-phare du mouvement des squats (les *okupas*). Ce sont ces dynamiques, qui ont peiné à trouver un contenu radical, qui ont mené à un large soutien des formations politiques *citoyennistes* comme la coalition *Podemos* ou les catalanistes. *Podemos*, grâce à sa politique d'alliances locales, a bénéficié de ce soutien et triomphé aux élections régionales puis générales de 2015 sur la promesse d'une réforme générale du système politique espagnol. Il n'y avait là rien d'autre qu'un réformisme classique, qui a su prospérer sur la naïveté, la confusion et les aspirations des jeunes prétendants à la classe moyenne un temps privée de leurs débouchés.

A Barcelone, c'est Ada Colau, de gauche, ancienne militante anti-globalisation, et qui fréquentait certains squats alternatifs de Barcelone, opposés à la *gentrification*, qui sera élue maire de la ville.

Carlos Puigdemont, actuel Président de la Generalitat (le gouvernement catalan), représente lui la droite indépendantiste catalane, qui a pris l'initiative de pousser la revendication d'indépendance jusqu'aux épisodes de ces dernières semaines. Les

(*) L'article d'Antonio Gascón et d'Agustín Guillamón: *Antonio Martín, «Le Durruti de la Cerdagne»* revient avec clarté sur cette situation (malgré les dogmes marxistes que défend Guillamón par ailleurs).

(**) Les idéologues du POUM n'étaient pas pour autant clairs sur la question des nations. Les dirigeants de ce parti, résultat de l'alliance de plusieurs fractions toutes ambiguës sur la question du pouvoir politique, étaient pour la plupart passés par les rangs des formations catalanistes. Ils en vinrent à considérer que l'indépendance était insuffisante. Ce qui n'empêchait pas Andreu Nin (qui devint Ministre de la justice de Catalogne pour le POUM en 1936) de reconnaître à la Catalogne son droit à l'auto-détermination, dans une logique politique d'étapes vers l'émancipation comme il l'écrivit dans *Les mouvements d'indépendance nationale* (1935).

(***) L'aviation italienne intervint aussi et bombarda la ville d'Alcañiz, en Aragon, le 3 mars 1918, quelques mois après Guernica.

partis de la gauche indépendantiste s'étaient bien évidemment ralliés à ce projet qu'ils sont les premiers à défendre.

Au-delà de ce qui semble différencier toutes ces formations politiques, le phénomène que l'on observe est celui d'une forte polarisation autour du *citoyennisme* et des formations politiciennes, qui dans le marécage politique ne s'excluent pas mais se font écho: la démocratie, c'est bien la possibilité de passer de l'un à l'autre comme on change de vêtements. Suivre les jeux d'alliances, notamment sur des questions comme l'eau, s'avère vite parlant, tant elles se font et se défont au gré des périodes!

Cette polarisation se confirme si l'on observe la baisse considérable des luttes dans les différentes régions d'Espagne depuis 2011, et plus encore depuis le triomphe de *Podemos* en 2015.

Le contexte est aussi celui d'une Catalogne qui n'est pas sortie affaiblie de la «*crise*» récente: son économie se porte plutôt bien (en 2016, son PIB a dépassé ceux des meilleures années d'avant la crise), Barcelone attire des investissements étrangers, des touristes et des jeunes cadres dynamiques du monde entier, et même le processus de *gentrification* a atteint récemment son apogée (*). On sait que les «*crises*» sont aussi des périodes de réajustement du Capital, permettant de liquider ce qui fait obstacle à sa croissance, tout en assurant celles et ceux qui en font les frais qu'on s'occupe d'eux. Cela a fonctionné, puisque c'est en grande partie le discours politique sur la gestion de la crise qui a attiré de nombreux catalans vers les formations si populaires aujourd'hui, et renforcé le sentiment identitaire par la même occasion.

Le discours politicien a beaucoup insisté sur l'idée que le reste de l'Espagne était responsable de la «*crise*», qu'elle n'avait pas su prévenir et gérer, et les catalanistes se sont retrouvés derrière l'argument, sans cesse martelé dans les médias, que la Catalogne paye trop d'impôts pour les autres régions d'Espagne.

C'est avec le succès de cette propagande populiste qu'on mesure à quel point le réalisme économique fait des prodiges: il fait oublier que nous sommes toutes et tous soumis aux impératifs du Capitalisme et au contrôle de l'État, et avaler que la Catalogne et l'Espagne vivent dans des sphères économiques séparées!

Autre facette de ce populisme, le discours victimiste des indépendantistes catalans, qui joue sur

le registre plus émotionnel de l'oppression centraliste, avec principalement le rappel de l'interdiction du catalan pendant le franquisme comme négation de la culture catalane par l'État «*castillan*». Mais pour qui veut rester sérieux, l'oppression des catalans par le pouvoir central espagnol relève de la blague. Dans le monde industrialisé et nucléarisé d'aujourd'hui, comment croire un seul instant que les mécanismes d'exploitation, d'oppression et de contrôle auxquels sont soumis tous les habitants de l'Espagne ne sont pas sensiblement les mêmes?

Un peu plus et on placerait au même niveau la situation des Rohingyas de Birmanie ou des Indiens du Brésil et celle des «*catalans*»!

La réalité parle pourtant d'elle-même: la Catalogne est la région la plus riche d'Espagne, et constitue même l'un des poids-lourds européens!

En outre, les régions de l'Espagne centrale (en particulier la Castille et l'Aragon) que les catalanistes fustigent tant pour leur prétendu soutien au centralisme de Madrid, ont été parmi les plus ravagées par l'exode rural des années 1950, qui a fait de l'Espagne, en quelques années à peine, un pays très largement urbain.

Même la question de la langue catalane est un faux débat. Il a certes dû être encore pire pour les catalans de vivre l'oppression franquiste sans la possibilité de parler la langue qu'ils pratiquaient. Mais l'oppression ne se borne jamais à la seule interdiction d'une langue. Et le problème est réglé depuis belle lurette par le droit et les institutions.

Le catalan a d'ailleurs, comme l'occitan, subi le processus d'homogénéisation nécessaire à la consolidation de tout projet politique. Peirats, dont la langue maternelle était le catalan, le signalait déjà en 1974, bien avant la signature du décret le plus important, celui de 1983.

«*Les philologues micro-nationalistes politiques se sont vus obligés d'imposer l'unité par décret (à la mode castillane, comme la répugnante académie centralisatrice), fabriquant ainsi, avec le catalan moderne, une sorte d'Espéranto que le peuple ne sait pas parler et qu'il comprend à peine*» (**).

(*) Débarrasser les vieux quartiers du Centre, comme le *Raval* et le *Barrio Gótico*, de la racaille prolétarienne, a été au centre des projets de la bourgeoisie catalane depuis plus de cent ans.

(**) Dans l'article du n°40 de *Frente Libertario* intitulé *Macro y micronacionalismos*, issu de la compilation réalisée par le CEDALL, 2016. Traduit de l'espagnol par l'auteur du texte.

Entre temps, on ne parle heureusement pas que catalan en Catalogne. La région est depuis toujours une terre d'immigration. Bon nombre de prolétaires catalans sont des philippins, des colombiens, des équatoriens ou des marocains, qui se fichent pas mal d'être mangés à la sauce catalane ou espagnole, à celle du centralisme national ou périphérique, de l'idéologie d'une Espagne une et indivisible ou de celle des apôtres de l'auto-détermination d'eux-mêmes.

Les événements récents

Les faits de ces derniers jours ont montré la capacité du pouvoir catalan à mobiliser une grande partie des secteurs actifs des mouvements sociaux derrière ses initiatives, contre une quelconque autonomie des luttes.

Le suivisme de larges secteurs prétendument radicaux a atteint son apogée dans la grève générale du 3 octobre, appelée par la CNT et de petits syndicats par pur opportunisme. Feignant d'agir de façon autonome, ils comprenaient bien qu'il s'agirait d'un mouvement directement promu par le Pouvoir politique et certains patrons, sur lequel ils pourraient capitaliser.

Et c'est ce que le mouvement a bien été: les entreprises ont fermé en soutien au projet de référendum lancé par Puigdemont menacé par le gouvernement espagnol. Cela n'a d'ailleurs rien de surprenant: la CUP, parti indépendantiste de la «gauche radicale» avait largement annoncé que la grève en question devait servir à pousser vers l'indépendance, et la droite ne s'y est pas opposée.

Il y a tout de même de quoi être pris d'horreur lorsqu'on lit l'extrait qui suit, tiré de l'appel à la grève générale du 3 octobre, signé par divers groupes et organisations libertaires:

«nous défendrons toujours le droit à l'auto-détermination des peuples - à commencer par le nôtre» ()*.

Ce sont les vieux cénétistes qui doivent se retourner dans leur tombe, devant un opportunisme si manifeste, et l'abandon de tous les principes d'autonomie les plus basiques.

Dans la situation européenne actuelle, où les questions identitaires sont au centre de manœuvres politiciennes, et donc un enjeu réel de pouvoir, le risque est que cette dynamique s'approfondisse et qu'elle ne vienne menacer de plus en plus durablement la bonne vieille question sociale, déjà en lambeaux devant le contrôle de l'État, de ses relais (comme les syndicats) et de l'idéologie dominante.

Il est donc de première importance de suivre ce qui se passe actuellement en Catalogne. Pas nécessairement pour saisir le moindre détail de ce processus politique et réactionnaire, mais parce que son caractère nationaliste est fondamental pour comprendre les grilles de lecture actuelles, et le retour des nationalismes à prétention plus ou moins «neutres», de gauche et «progressistes» dans les discours.

Ce mouvement fait d'ailleurs suite à un certain engouement pour le mouvement nationaliste kurde au Rojava syrien. Malgré le fait que ce dernier présente tous les symptômes manifestes d'une lutte classique pour le Pouvoir, faisant écho à des décennies de processus similaires, il a tout de même quelque peu redoré le blason du nationalisme de «gauche» (**) à l'international.

Quoi qu'il se passe dans les temps à venir en Catalogne, il est évident que cela contribuera à favoriser les conceptions nationalistes et identitaires, au détriment d'une critique anti-autoritaire de toutes les formes de pouvoir.

Les événements de Catalogne ont d'ores et déjà entraîné de larges mobilisations de soutien, notamment dans le Pays valencien voisin, ou provoqué des réactions de masses d'individus favorables à l'unité espagnole, dans des rassemblements massifs où le drapeau espagnol a flotté comme jamais. Et on a même vu des rassemblements d'indécis partisans d'un dialogue entre tous les bords, comme si un tel dialogue avait été un jour rompu!

Les petits arrangements du Pouvoir catalan de ces derniers jours montrent bien sa propre hésitation devant son «projet» d'indépendance, et sa volonté d'entrer en négociations avec l'État central. La Catalogne, qui prétend former un État, n'a évidemment pas comme objectif de se passer de liens, économiques et politiques, avec ce qu'il aspire à imiter, à plus petite échelle. Les questionnements sur la viabilité économique d'une Catalogne indépendante sont une absurdité qui légitiment l'économie comme discipline spécialisée.

Ce que nous savons bien, nous qui ne sommes ni politologues ni économistes, c'est que l'exploitation et le système actuels, parfaitement viables du

(*) Pour la traduction, remercier la *Coordination des Groupes Anarchistes* (qui ne coordonne heureusement que les siens, ce qui est déjà beaucoup).

(**) En témoigne la popularité dont il jouit dans la presque totalité des «mouvements sociaux» et des secteurs dits radicaux.

point de vue de l'économie, ne le sont nullement pour nous.

Il est évident que l'économie est parfaitement capable de fonctionner en Catalogne, et que, quel que soit le statut qu'elle obtiendra dans les temps à venir, l'exploitation continuera d'y être ce qu'elle est aujourd'hui.

Les sauve-qui-peut de certaines entreprises devant le processus actuel, ou la question de la dette, ont pu «faire peur» à certains représentants de la bourgeoisie... mais ils peuvent surtout servir à démonter l'absurdité d'un tel projet. Pour la bourgeoisie, l'économie catalane actuelle se porte bien, elle est viable. L'indépendance de la Catalogne est une fausse question. Ce que poursuivent les politiciens catalanistes, c'est le renforcement de leur base, ce qui ne peut que leur assurer une plus grande facilité dans l'application de mesures allant dans le sens d'une exploitation sans cesse améliorée et approfondie.

Bien entendu, la modération actuelle dont fait preuve Puigdemont devant son propre projet d'indépendance (ratifiée au parlement mais non appliquée), peut être coûteux politiquement, et finir par rendre manifeste aux yeux de beaucoup ses contradictions.

Mais, derrière, tout un mouvement politique de masse, légaliste et citoyeniste, est prêt à en profiter, et pourra surfer sur la vague identitaire et nationaliste (du centre ou périphérique) pour l'orienter dans le sens qui l'arrange.

L'abandon, petit à petit, de ce qui constitue les fondements d'une critique révolutionnaire du Capitalisme et de l'État, est ce qui amène les mouvements à se retrouver, par opportunisme, sur le terrain des politiciens réformistes, et les entraîne à la longue dans des logiques dont il est de plus en plus difficile de sortir.

Les mouvements et les groupes révolutionnaires de ces dernières années sont responsables des limites qu'ils se sont fixées, et de l'ouverture de

leurs discours vers la défense de concepts aussi ambigus que les peuples, les cultures (ce terme issu des sciences sociales, excellent outil marketing pour la valorisation des territoires) ou les communautés. Il est donc naturel qu'ils finissent par se retrouver ouvertement dans le camp du nationalisme et de la bourgeoisie, tout en prétendant critiquer cette dernière.

Le nationalisme et les identités nous font dégoûter: il n'y a rien de pire, de plus mesquin que cet attachement forcé à ce qui est censé nous appartenir, que cette injonction à se conformer à l'existant. Car c'est bel et bien tous les rapports, la réalité sociale dans sa totalité que nous voulons transformer. Les identités, et les autres limites que l'on pose dans les rapports entre les individus sont des prisons, des chaînes, des entraves à la construction de la vie totalement différente que nous aspirons à vivre.

Il n'y aura pas de libération vis-à-vis de ce qui nous opprime si nous ne dépassons pas dès maintenant cette étroitesse de vue intéressée qui nous lie pieds et poings à une patrie ou à une nation, qui prétend nous assimiler à ceux avec lesquels nous sommes censés partager une identité (avec lesquels nous sommes donc censés être identiques).

C'est sur la base de l'unicité des individus que nous souhaitons construire nos rapports sociaux (ce qui n'implique pas la séparation propre à la conception individualiste libérale), et non sur l'identification avec un lieu de naissance ou les valeurs de l'entité qui l'englobe.

Il n'y aura pas de libération si nous ne faisons pas le choix de nous reconnaître dans celles et ceux qui se révoltent, qui luttent dans une recherche de cohérence pour exercer tout le contrôle sur leur vie. Ce sont ceux-là qui partagent nos valeurs et parlent notre langue.

Solidarité avec les internationalistes de Catalogne qui dans la tourmente actuelle font le choix de résister!

A L'INDÉPENDANCE DU MONDE

A CONTRETEMPS

Un site de critique bibliographique
animé par Freddy GOMEZ

16 oct. 2017.

Au jeu des passions tristes, le nationalisme est, avec la religion, la plus mortifère de toutes. Elle dit, dans l'au-delà d'un souffle ancien, l'éternel recommencement du même: l'identification de l'homme nié à une cause qui le prolonge comme infinie négation de lui-même. Doté d'un drapeau et faisant multitude, il n'est rien d'autre, comme indépendantiste, que l'illusoire aspirant à une libération qui ne sera jamais la sienne parce que nul État, existant ou en voie d'existence, ne la lui accordera jamais. Et c'est écrit depuis longtemps.

L'étrange vision, sur les écrans catalans du Spectacle, de bannières rouges et noires frappées de sigles jadis glorieux et agitées, sans honte, dans une marée d'*esteladas* indépendantistes, constitue, parmi quelques autres, le signe évident d'une confusion galopante dont l'époque reste l'infinie pourvoyeuse.

Cette époque, clairement identifiable comme ravageuse en matière d'intelligence historique, se caractérise, dans les milieux supposément radicaux, par un ralliement incessant à des problématiques longtemps considérées comme contraires aux intérêts bien compris d'un ancien mouvement ouvrier conquérant qui ne pratiquait, lui, que le séparatisme de classe. Confrontés au perpétuel présent de leur misère et incapables d'opérer le moindre lien avec sa riche histoire, ses héritières s'engagent désormais de plus en plus souvent, le cœur léger et la tête vide, dans des combats qu'on a choisis pour eux et qui, signe des temps, s'inscrivent, par force et invariablement, dans des logiques interclassistes, citoyennistes ou différentialistes, à l'évidence opposées, aujourd'hui comme hier, à toute perspective autonome d'émancipation sociale et humaine.

Comme on a vu, il y a peu, des libertaires en déshérence, mais surtout délestés de toute rigueur, manifester des sympathies pour le projet politico-électorale de recomposition institutionnelle de *Podemos* - dont le premier effet, prévisible et manifeste, fut de vider de son originalité inventive un «*Mouvement des indignés*» qui n'avait lui-même de radical que l'intention -, on en voit, aujourd'hui,

s'enthousiasmer jusqu'à l'absurde pour un mouvement sécessionniste de type étatique dont la raison même est, sous une forme républicaine, d'obtenir, en matière de souveraineté nationale, des prérogatives en tout point similaires à celles de la monarchie espagnole. Autrement dit, dans un cas comme dans l'autre, des «*activistes sociaux*» qu'on aurait pu supposer assez instruits de l'histoire pour se défier de ces impasses, se sont révélés suffisamment déconstruits du point de vue de la critique pour s'y engager, à leur place bien sûr, c'est-à-dire, au vu de leurs faibles forces, comme supplétifs métaphoriques d'un «*assaut institutionnel*» ou comme comparses symboliques d'une sardane patriotique.

Relayées par divers sites et blogs, quelques voix se sont élevées pour exprimer des «*perplexités intempestives*» (*) et un peu plus (**) sur ce caméléonisme anarcho-indépendantiste. Il est bon de les diffuser. C'est dans la même optique que, malgré ses évidentes faiblesses, nous publions le texte qui suit - «*Quelques considérations sur la situation actuelle en Catalogne et l'action des anarchistes*» (***) - signé «*Des anarchistes de Barcelone*».

Rien ne laisse présager de ce qu'il adviendra de cette querelle hispano-catalane, mais tout indique que, quel qu'en soit le développement, les logiques perverses qui l'alimentent ont déjà eu pour principal effet de porter à incandescence, à Barcelone comme à Madrid, une peste émotionnelle nationaliste qui aura du mal à s'éteindre.

(*) Voir Tomás Ibáñez: «*Perplexités intempestives sur l'actualité du moment*» (26 septembre) <http://www.lavoiedujaguar.net/Sur-l-actualite-catalaniste-du>; «*Quelques certitudes*» (3 octobre) <http://www.lavoiedujaguar.net/Quelques-certitudes>: «*Orages sur la Catalogne*» (11 octobre) <http://www.lavoiedujaguar.net/Orages-sur-la-Catalogne>

(**) Voir Miquel Amorós: «*Lettre à Tomás Ibáñez sur "Perplexités intempestives"*» (27 septembre) <http://lavoiedujaguar.net/Lettre-a-Tomas-Ibanez-sur>

(***) Le texte a été publié sur Indymedia-Nantes et repris sur d'autres sites et blogs.

Et, enfin, pour l'histoire, il nous plaît de rappeler que, lors de la première déclaration d'indépendance de la Catalogne par Lluís Companys, le 6 octobre 1934, les militants de la très puissante CNT - qui s'était abstenue de s'associer au mouvement - n'oublièrent pas de récupérer les armes

abandonnées, dans les rues de Barcelone, par les indépendantistes d'*Estat Català* fuyant devant l'armée. L'indépendance ne dura que dix heures. Quant aux armes, elles servirent le 19 juillet 1936 à lancer l'offensive sociale. Autres temps, autres mœurs, autres stratégies.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LA SITUATION ACTUELLE EN CATALOGNE ET L'ACTION DES ANARCHISTES

DES ANARCHISTES DE BARCELONE

16 oct. 2017.

Les notes sont de la rédaction d' A CONTRETEMPS.

Une fois encore, beaucoup d'anarchistes - beaucoup trop - se sont laissé entraîner, déborder par des événements auxquels ils ne s'attendaient pas et dans lesquels ils n'ont pas su (ou voulu) porter leurs propres paroles, leurs propres actions. Beaucoup d'anarchistes se laissent trop facilement séduire par tout ce qui présente un caractère «*de masse*», sans prendre le temps de se demander à quoi ils apportent leur soutien en réalité, et sans savoir ni vouloir participer avec leur propre discours - il s'agit seulement d'aller là où sont «*les gens*» et voir ce qui se passe ensuite.

Sur la «*volonté populaire*» et la «*légitimité des masses*»: beaucoup d'anarchistes se sont retrouvés dans la rue ces derniers jours, participant aux manifestations aux côtés de nombreux autres. Mais que demande-t-on réellement dans ces manifestations? Qui sont ces «*autres*» qui participaient à ces mobilisations? Il ne fait pas de doute qu'une partie des manifestants provenaient de la gauche indépendantiste, ou d'autres formations de gauche non nécessairement nationalistes mais qui appuient ou se solidarisent avec la cause de l'indépendance de la Catalogne, certains anarchistes pouvant se trouver quelques affinités avec ce genre de manifestants. Toutefois, l'immense majorité de ceux qui sont descendus dans la rue sont de bons citoyens, qui aiment l'ordre, le civisme et les bonnes manières, dont beaucoup d'électeurs de la droite conservatrice catalane représentée par CiU (*), ANC (**), etc...

Chacun peut juger des demandes des manifestants, ainsi que de leurs actes. Les mêmes qui marquent leur refus et leur hostilité à l'encontre de la Garde civile ou de la police nationale vont offrir des fleurs aux *Mossos* (***) et les applaudissent comme des hé-

ros. Il semblerait que ces anarchistes se sentent tenus d'appuyer sans discussion tout ce qui aura été catalogué comme «*volonté populaire*», quand bien même cette volonté populaire serait celle de créer un État avec une politique nettement conservatrice et droitiste, avec ses propres frontières, avec sa propre police, avec ses institutions, ses prisons, ses lois, avec le capitalisme et la misère, mais sous un nouveau drapeau et une image neuve de libération. Il semblerait que, pour certains, le patriotisme catalan soit plus acceptable que le patriotisme espagnol, si l'on en croit les mille et une justifications entendues; mais à la fin des fins le nationalisme, c'est le nationalisme, toutes les patries oppriment les peuples qui habitent leur domaine, hormis celles qui n'en n'ont pas encore eu l'occasion. Pour ceux qui ne le sauraient pas, le facho catalan est aussi conservateur, aussi répugnant et aussi rance que le facho espagnol ou autre. Et pourtant, les anarchistes sont descendus dans la rue aux côtés de

(*) *Convergència i Unió*, coalition nationaliste catalane libérale et démocrate-chrétienne. Son implosion, en 2015, donna naissance, en 2016, par transformation d'une de ses composantes - *Convergència democrata de Catalunya* (CDC) - en *Partit Democrata Europeu Català* (PDE-CAT), à une coalition indépendantiste de gouvernement avec la *Candidatura d'Unitat Popular* (CUP), organisation se définissant comme de «*gauche radicale, anticapitaliste et féministe*». Le centriste mais très indépendantiste Carles Puigdemont est investi par cette coalition président de la *Généralité de Catalogne* le 10 janvier 2016.

(**) Assemblée nationale catalane: association indépendantiste.

(***) Le corps des «*Mossos d'escuadra*» est la police catalane.

tous ces gens, ont adopté le discours de ces gens, ont répondu aux appels de ces gens... se laissant emporter par cette apparence de «rébellion». Mais si, imaginons, la volonté de la majorité du peuple était de créer un État catalan de type fasciste, les anarchistes devraient-ils également appuyer le peuple? Pour nous, l'une des caractéristiques essentielles de l'anarchie, quels que soient les courants et les positionnements, c'est de remettre en question, de regarder les choses avec esprit critique - surtout avant de plonger tête la première dans une piscine qui se trouve être un marécage.

La répression de la police nationale et de la Garde civile a suscité la colère de beaucoup de gens, ce qui a pu donner l'impression qu'on avait vraiment affaire à une espèce de révolte, à une situation de rébellion. Rien n'est pourtant plus éloigné de la réalité: car tout cela était un stratagème soigneusement prévu depuis le début par le *Govern* (*). Dès le départ, c'est exactement cela qui devait se passer: il fallait cette photo de la police (espagnole) cognant sans discriminer sur les pacifiques citoyens catalans; consigne avait été expressément donnée que personne ne tente de résister activement, et l'on a étouffé les rares actes de résistance active et de lutte contre la police, tandis que les images de la brutalité policière étaient largement diffusées partout dans le monde. Ici les anarchistes (et tout le reste de ceux qui ont participé à cette farce) n'ont été guère plus que des idiots utiles, servant d'appâts destinés à prendre des coups pour la photo. Comme on l'a vu depuis, tout cela n'était qu'une manœuvre politique du *Govern* pour tenter de se légitimer et attirer l'attention du monde. Finalement, il n'y eut même pas de déclaration d'indépendance ni la moindre rupture réelle avec l'État espagnol, seulement des propositions de dialogue et de négociation. On a ainsi pu voir des anarchistes voter, ou faire campagne pour inciter à aller voter, comme s'il y avait quoi que ce soit de «rebelle» à participer à un événement organisé d'en haut, avec pour seule utilité de légitimer les institutions existantes et futures.

Et que dire de la «grève générale» convenue, contrôlée et orchestrée par les institutions et les organisations patronales? Une grève qui fut un défilé patriotique de serpillières, pacifiée à force d'insinuations, de rumeurs et de menaces, y compris de la part des anarchistes et de la gauche «radicale», appelant à la vigilance face aux «infiltrés et aux provocateurs» et à l'expulsion de tout ce qui porterait capuche ou n'aurait pas une attitude «appropriée». On a donc vu les bons citoyens brailler «*som gent depau*» [«nous sommes des gens de paix»] et acclamer la police catalane, comme de gentils moutons, tout en insultant, expulsant, voire agressant ceux qui n'appliquaient pas le dogme du bon manifestant. La consigne était claire: surtout pas de violence, pas de capuches ni de black blocks, pas de provocations ni de répliques à la police et

aux bandes de fachos espagnolistes qui cognaient dans tout Barcelone. Rien d'autre que le défilé au son de l'hymne patriotique et sous les drapeaux étoilés, symbole de la «libération» d'un peuple sans peur. Rien qui s'éloigne du plan tracé. Et en cas de violence, il faut se laisser frapper pour que le monde entier puisse voir le lendemain, en une des journaux et aux JT du midi, qui sont les bons démocrates pacifiques et qui sont les méchants oppresseurs fascistes. Quoi qu'il arrive, continuer de suivre la partition du *Govern*.

D'aucuns en sont venus à cataloguer tout cela comme une révolution; mais s'il s'agit bien d'une révolution, c'est assurément une révolution citoyenniste libérale-démocrate. Bien que certains se fassent des illusions ou tentent de nous faire avaler que l'indépendance est la seule solution ou le remède définitif à tous les maux, personne ne doit s'attendre à quelque émancipation réelle, ni à aucune libération, ni à aucun autre changement que la couleur du drapeau qui flotte. De toute façon, pour nous, ces mobilisations ont une date de péremption. Après le «zénith» des premiers jours d'octobre vient maintenant la dégringolade, à mesure que le *Govern* baisse son pantalon. Nous ne dirons pas que la normalité reprend le dessus car la normalité n'a jamais cessé. L'ordre en vigueur n'a pas été brisé; il en sort même renforcé. Voilà les véritables gagnants de tout ce show: l'État et les institutions. Peut-être que nous nous trompons, et qu'il y aura vraiment une escalade que nous ne pouvons prévoir. Mais si cela se produit, les anarchistes doivent descendre dans la rue avec leur discours propre, en force, et sans crainte d'attaquer et de montrer les dents face à quiconque se met en travers, en évitant de tomber dans le piège et d'être des marionnettes aux mains d'intérêts étatiques ou nationalistes, en évitant de faire le jeu d'un patriotisme répugnant, quand bien même il se prétendrait «rebelle» ou «anticapitaliste». Tâchons d'apprendre de nos erreurs et des leçons que l'histoire lointaine et proche nous ont laissées, et soyons prudents quant aux amis que nous choisissons. L'issue la plus favorable de toute cette affaire serait que nous puissions faire déborder la situation et créer les tensions nécessaires pour faire passer le conflit à un autre niveau, non seulement contre l'État espagnol ou le gouvernement catalan, mais contre le monde qui crée et nécessite les États et les nations.

A bas tous les États, toutes les patries, toutes les nations!

Brisons la paix sociale!

(*) Le *Govern* est le gouvernement de Catalogne, parfois appelé *Conseil exécutif*. Institution créée par le statut d'autonomie catalan, il est chargé de la direction de la politique et de l'administration locale de la *Généralité*, dont il détient le pouvoir exécutif.

CONFEDERACIÓN GENERAL DEL TRABAJO - CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
CONFEDERACIÓN NACIONAL DEL TRABAJO - CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
SOLIDARIDAD OBRERA - SOLIDARITÉ OUVRIÈRE
26 OCTOBRE 2017

ANTE LA SITUACIÓN EN CATALUNYA À PROPOS DE LA SITUATION EN CATALOGNE

Las organizaciones firmantes, sindicatos de ámbito estatal, compartimos nuestra preocupación por la situación en Catalunya, por la represión que el Estado ha desatado, por la merma de derechos y libertades que esto supone y va a suponer y por el auge de un nacionalismo rancio que está apareciendo de nuevo en gran parte del Estado.

Defendemos la emancipación de todas las personas trabajadoras de Catalunya y del resto del mundo. Tal vez, en este contexto, sea necesario recordar que no entendemos el derecho a la autodeterminación en clave estatista, como proclaman los partidos y organizaciones nacionalistas, sino como el derecho a la autogestión de nuestra clase en un territorio determinado. Así entendida, la autodeterminación pasa más por el control de la producción y el consumo por parte de trabajadores y trabajadoras y por una democracia directa de abajo a arriba, organizada según los principios federalistas, que por el establecimiento de una nueva frontera o la creación de un nuevo Estado. Como internacionalistas, entendemos que la solidaridad entre las personas trabajadoras no debe verse limitada a las fronteras estatales, por lo que nos preocupa poco dónde se dibujen éstas.

Lo que sí nos parece muy preocupante es la reacción que se está viviendo en muchas partes del resto del Estado, con la exaltación de un españolismo rancio, que más recuerda a épocas pasadas, jaleado desde los medios de comunicación y en sintonía con la deriva autoritaria del gobierno, patente tras el encarcelamiento de personas por convocar actos de desobediencia o la aplicación del artículo 155 de la Constitución. No se nos escapa que este brote nacionalista sienta las bases para posteriores recortes de derechos y libertades, contra los que nos debemos prevenir. La bochornosa unidad de las llamadas “fuerzas democráticas” en la justificación de la represión, augura un panorama sombrío para todas las disidencias futuras. Pareciera que el régimen posfranquista que nos gobierna desde hace 40 años, cerrara filas para asegurar su continuidad.

Les organisations signataires, syndicats groupant les salariés sur l'ensemble de l'État, partageons la même préoccupation sur la situation en Catalogne, au sujet de la répression que l'État a engagée, au sujet de la diminution des droits et libertés que cela suppose et va supposer, et au sujet de l'essor d'un nationalisme rance qui apparaît de nouveau dans une grande partie de l'État.

Nous combattons pour l'émancipation de tous les travailleurs de la Catalogne et du reste du monde. Peut-être, dans ce contexte, est-il nécessaire de rappeler que nous n'entendons pas le droit à l'autodétermination dans une cadre étatiste, tel que proclamé par les partis et organisations nationalistes, mais comme le droit à l'autogestion de notre classe dans un territoire déterminé. Ainsi entendue, l'autodétermination correspond au contrôle de la production et de la consommation de la part des travailleurs et des travailleuses et une démocratie directe de bas en haut, organisée selon les principes fédéralistes, et non à l'établissement d'une nouvelle frontière ou à la création d'un nouvel État. Comme internationalistes, nous entendons que la solidarité entre les travailleurs ne doit pas être limitée aux frontières étatiques, parce que l'endroit où celles-ci se dessinent nous préoccupe peu.

Ce qui nous semble très inquiétant, c'est la réaction qui se produit dans beaucoup de lieux du reste de l'État: l'exaltation d'un «espagnolisme» rance qui rappelle les époques passées, excitée par les médias et en phase avec la dérive autoritaire du gouvernement, patente depuis l'emprisonnement de personnes appelant à des actes de désobéissance, ou avec l'application de l'article 155 de la Constitution. Il ne nous échappe pas que cette flambée nationaliste jette les bases d'une réduction à venir des droits et de liberté, à laquelle nous devons nous préparer. L'unité honteuse des dites «forces démocratiques» dans la justification de la répression, augure un sombre panorama pour toutes les dissidences futures. Il semble que le régime post-franquiste qui nous gouverne depuis 40 ans, serre les rangs pour assurer sa continuité.

Dicho régimen, que ha existido y existe en Catalunya tanto como en el resto del Estado español, siente que su propia supervivencia está en juego. Cuestionado ampliamente y sumido en una profunda crisis de legitimidad, observa alarmado cómo se le acumulan los frentes abiertos. La amenaza a la integridad territorial del Estado se suma a los escándalos por corrupción, al desprestigio de la monarquía, al cuestionamiento de los rescates y recortes que se han aplicado sobre la población, al descontento por el esclavismo en el puesto de trabajo derivado de las últimas reformas laborales, por el alargamiento de la edad de jubilación y la minoración económica de las pensiones, etc... Las constantes llamadas a defender la constitución se deben entender como toques a rebato para atajar esta verdadera crisis existencial que le asedia. El peligro es que en el proceso se sancionen y se vuelvan norma comportamientos represivos como los que se han visto recientemente en muchas ciudades catalanas. O peores...

Evidentemente, no sabemos en qué sentido se decantarán los acontecimientos. Permaneceremos atentas a lo que ocurra, dispuestas a defender los intereses de las personas trabajadoras de todo el Estado. Nos opondremos con todas nuestras fuerzas a la represión y a la normalización de actitudes ultraderechistas, que ya se percibe. Por supuesto, tampoco nos dejaremos utilizar por las estrategias de los partidos políticos cuyos objetivos nos son ajenos. A la vez, no dejaremos de alentar las movilizaciones de la clase trabajadora cuando ésta decida, por fin que ha llegado el momento de sacudirse el dictado de unas élites políticas y económicas que llevan demasiado tiempo gestionando el control del territorio para servir, en exclusiva, a sus propios intereses.

Como organizaciones sindicales de clase, libertarias y combativas, estaremos a pie de calle, en las movilizaciones, como ya hemos demostrado en muchas ocasiones, contra la represión, los recortes de derechos y libertades y contra la corrupción.

Puede que la crisis de Catalunya sea la puntilla de un modelo de Estado que agoniza. Que este cambio se decante en un sentido u otro dependerá de nuestra capacidad, como clase, de llevar el proceso en la dirección opuesta a la represión y al auge de los nacionalismos. Confiemos en lograr que el resultado final sean más libertades y derechos y no al contrario. Nos jugamos mucho.

**¡POR LOS DERECHOS Y LAS LIBERTADES!
¡CONTRA LA REPRESIÓN A LAS CLASES TRABAJADORAS!**

Ce régime, qui a existé et existe tant en Catalogne que dans le reste de l'État espagnol, sent que sa propre survie est en jeu. Controversé amplement et plongé dans une crise profonde de légitimité, il observe, alarmé, comment s'accumulent les failles. La menace sur l'intégrité territoriale de l'État s'ajoute aux scandales de corruption, à la perte de prestige de la monarchie, à la contestation du rançonnement des populations, au mécontentement de l'assujettissement au poste de travail issu des dernières réformes de travail, par le recul de l'âge de retraite et la réduction des pensions, etc... Les appels réitérés à la défense de la constitution doivent se comprendre comme autant de tentatives pour mettre fin à cette crise véritablement fondamentale. Le danger consiste en ce que ce processus se termine par le retour à des pratiques répressives normées comme celles appliquées récemment dans beaucoup de villes catalanes. Ou pires ...

Évidemment, nous ne savons pas dans quel sens les événements évolueront. Nous resterons attentifs à ce qui se produit, prêts à défendre les intérêts des travailleurs de tout l'État. Nous nous opposons avec toutes nos forces à la répression et à la normalisation ultradroitière des comportements déjà perceptibles. Nous ne nous permettrons naturellement pas non plus d'utiliser les stratégies des partis politiques dont les objectifs nous sont étrangers. Par contre nous ne cesserons pas d'encourager les mobilisations de la classe travailleuse quand elle le décidera, pour, le moment venu, mettre fin au diktat des élites politiques et économiques qui passent tout leur temps à contrôler le territoire dans le but de servir, exclusivement, ses propres intérêts.

Comme organisations syndicales de classe, libertaires et combatives, nous serons à pied d'œuvre, dans les mobilisations, comme nous l'avons déjà démontré à plusieurs occasions, contre la répression, les diminutions des droits et des libertés et contre la corruption.

Il est possible que la crise en Catalogne soit le cache-sexe d'un modèle d'État qui agonise. Que cette situation évolue dans un sens ou l'autre dépendra de notre capacité, comme classe, de porter le processus dans la direction opposée à la répression et à l'essor des nationalismes. Assurons-nous qu'au final, le résultat débouche sur plus de liberté et de droits, et non le contraire. Nous risquons beaucoup.

**POUR LES DROITS ET LES LIBERTÉS!
CONTRE LA RÉPRESSION DES CLASSES LABORIEUSES!**

DES LIBERTAIRES EN PLEINE DÉRIVE

Tomás IBÁÑEZ,

Barcelone, 8 nov. 2017.

TEXTE EN FRANÇAIS: LAVOIXDUJAGUAR.NET

Je ne connais pas très bien l'histoire du mouvement libertaire en Catalogne, mais j'imagine qu'il devait y avoir une bonne raison pour qu'en 1934 la CNT, qui se trouvait alors dans la plénitude de sa force, refuse de collaborer avec la tentative de proclamer «*l'État catalan sous la forme d'une République catalane*». Je ne fais que l'imaginer. Par contre, ce que je ne me limite pas à imaginer car j'en suis convaincu, c'est qu'il n'y a aucune bonne raison pour qu'une partie de l'actuel mouvement libertaire catalan collabore, d'une manière ou d'une autre, avec le projet «*national-indépendantiste*» entrepris par le gouvernement catalan, par les partis politiques qui le soutiennent et par les grandes organisations populaires nationalistes qui l'accompagnent.

Le moins que l'on puisse dire c'est que cette partie du mouvement libertaire se trouve «*en pleine dérive*» puisque, après avoir contribué à «*protéger les urnes*» lors du référendum que le gouvernement avait convoqué dans le but précis de légitimer la création d'un nouvel État sous forme de République catalane, elle appela de plus à une grève générale dans l'immédiate foulée du référendum, ce qui avait pour conséquence prévisible d'en renforcer les effets.

Cette dérive se réaffirme maintenant à travers l'appel à rejoindre une nouvelle grève générale demain 8 novembre pour exiger la libération des «*prisonniers politiques*» résultant de la répression que l'État espagnol dans sa composante judiciaire a exercé contre certaines activités orientées à promouvoir l'indépendance de la nation catalane et la création du nouvel État.

Il est vrai que cette fois ce n'est pas l'ensemble des syndicats anarcho-sindicalistes qui se joignent à cette grève mais une partie des syndicats de la CGT et des libertaires intégrés dans les CDR, «*Comités de défense de la République*». Si j'avais déjà exprimé ma «*perplexité*» devant l'appel à la grève générale du 3 octobre, cette perplexité s'est accrue en constatant que ces syndicats de la CGT et ces militants libertaires des CDR vont appuyer l'initiative d'un minuscule syndicat radicalement indépendantiste, «*l'intersyndicale Confédération syndicale catalane*», qui a déposé le préavis de

grève et qui n'a reçu l'appui que des deux grandes organisations indépendantistes catalanes qui rassemblent de façon transversale des secteurs populaires et des secteurs bourgeois de la population catalane (*Omnium culturel* et ANC, *Assemblée nationale catalane*).

Il ne fait aucun doute qu'il faut rejeter la répression mais l'on peut se surprendre de voir que ce rejet ne donne lieu à une grève générale que lorsque les inculpés sont membres du gouvernement, accompagnés des deux principaux dirigeants du mouvement civil indépendantiste, et se réduisent à des manifestations de condamnation et de solidarité lorsqu'il s'agit d'autres personnes.

Heureusement qu'au sein de la mouvance libertaire on a toujours su évaluer les luttes en raison de leur contenu politique et, lorsque ces luttes ont été réprimées, la solidarité s'est manifestée en fonction de cette évaluation politique. Parce que nous condamnons toute forme de répression voudrait-on nous enjoindre de mobiliser toutes nos énergies lorsque se sont des militants d'extrême droite qui sont réprimés? Il est certain que d'un point de vue libertaire toute répression suscite notre réprobation, mais elle n'implique pas automatiquement notre solidarité. Ce qui est, par ailleurs, inacceptable c'est d'évoquer de récentes victimes anarchistes de la répression pour pouvoir déclarer que «*cette liste*» s'est amplifiée à de nouvelles victimes qui ne sont autres que les membres du gouvernement emprisonnés. J'imagine que certains de nos camarades emprisonnés trouveraient scandaleux d'être amalgamés à ces nouveaux «*prisonniers politiques*» afin de justifier qu'ils méritent eux aussi notre soutien.

La dérive d'une partie du mouvement libertaire devient encore plus manifeste lorsque l'on constate qu'un bon nombre de ses militants s'impliquent actuellement dans les «*Comités de défense de la République*» originellement impulsés par la CUP, *Candidature d'unité populaire* (indépendantistes d'extrême gauche). J'ai été sensible jusqu'à présent à l'argument selon lequel cette implication représentait un moyen de faire entendre notre voix et de porter nos propositions au sein des mobilisations populaires, avec l'espoir de «*déborder*» ainsi

le cadre étroit de leurs revendications indépendantistes, même si cette perspective de «*déborderment*» m'a toujours semblé illusoire.

Cependant, comme j'ai pu le constater cette après-midi même, lorsque l'on peut lire dans les rues de Barcelone des affiches signées par l'organisation officielle des CDR qui appellent à «*paralyser le pays*» le 8 novembre contre «*l'emprisonnement du gouvernement légitime de notre pays*», la perplexité devant l'incorporation d'une partie du mouvement libertaire dans ces comités ne cesse de

croître et elle pose la question de savoir jusqu'où ira la «*dérive*» de cette partie du mouvement libertaire.

La seule consolation que je peux trouver c'est qu'à travers ces comités la politisation et l'expérience des luttes acquises par certains secteurs de la population, surtout dans ses éléments les plus jeunes, impulse de futures mobilisations dans des contextes moins éloignés de l'autonomie et de l'autodétermination des luttes qui sont propres aux pratiques libertaires.

LA CONTRE-RÉVOLUTION EN MARCHÉ

CAMILLO BERNERI

Guerra di classe, 5 mai 1937

D'APRÈS LES ÉDITIONS SPARTACUS (PREMIÈRE ÉDITION: 1937)

Au cours du mois de septembre 1930, Azaña, qui fut membre, avec Zamora et Lerroux, du gouvernement provisoire de la République, disait dans un meeting à Madrid: «*Nous allons conquérir la liberté en faisant appel à toutes les forces anti-monarchistes, peu importe comment elles s'appellent, peu importe où elles se trouvent*». Telle fut la formule de la première «*union sacrée*»: cette union adoptait comme dénominateur politique commun le républicanisme.

En août 1931, la République se crut suffisamment forte pour précipiter le détachement des masses prolétariennes s'écartant du gouvernement: c'est par décret que furent ordonnées les déportations des anarchistes et syndicalistes vers les bagnes de la Guinée. Le 20 octobre 1931, les Cortès, y compris les députés socialistes, votèrent le projet de loi «*de défense de la République*» qui fut appliqué au cours de la répression des mouvements anarcho-syndicalistes.

Dès 1932, le pronunciamiento de Séville démontra que le fascisme républicain est un danger plus grand encore que la restauration monarchiste, mais Azaña, parlant aux Cortès de la tentative du général Sanjurjo, proclamait que la République espagnole n'est pas malade, et «*qu'elle s'est purgée des restes épars de l'ancien régime qu'elle contenait encore*».

En janvier 1933, Azaña ordonna le massacre des insurgés de Casas-Viejas qui fut approuvé le 2 février suivant par 150 députés socialistes.

En février 1936, dans une interview à *Paris-Soir*, Azaña proclamait que Lerroux et Gil Roblès étaient liquidés; il déclarait: «*Nous désirons avant tout faire régner l'ordre... Dites-le bien, nous ne voulons pas faire la révolution... Je veux gouverner dans la légalité. Pas d'innovations dangereuses... Nous voulons la paix sociale, nous désirons l'ordre, nous sommes des modérés*».

Après que l'insurrection fasciste eut éclaté, les partis socialiste et communiste revinrent à la formule d'Azaña de septembre 1930: défense de la République démocratique et parlementaire. Ils persistent encore dans cette position, ouvrant la route à la contre-révolution.

Louis Piérard, député du *Parti Ouvrier Belge*, reconnaissait récemment dans *Regards* que «*le socialisme était pratiquement inexistant en Catalogne avant le 19 juillet*». L'U.G.T., qui avait à ce moment-là 9.000 membres en Catalogne, en compte à présent 50.000. Une hypertrophie aussi rapide est significative. L'U.G.T. attire à elle les classes moyennes. Les marchands de poisson de Barcelone sont entrés en masse dans cette organisation, pour échapper à la «*collectivisation du poisson*», qui figure au programme de la C.N.T. Ce qui s'est produit à Barcelone, a également eu lieu dans toute la Catalogne, en Aragon et dans le Levant. Les ennemis de la collectivisation de la terre, de l'industrie et du commerce sont entrés en masse dans l'U.G.T. et au P.S.U.C. *Treball* (*), organe du P.S.U.C., combat

(*) *Travail* en catalan (Note A.M.).

la collectivisation et la socialisation, tandis que la C.N.T. et le P.O.U.M. les défendent. Désormais, la soudure est évidente entre le possibilisme opportuniste des dirigeants du P.S.U.C. et les bourgeois et petits-bourgeois insérés dans le *Front Populaire*. Déjà, au cours de l'insurrection des Asturies, on avait assisté au rapide mimétisme pseudo-révolutionnaire des classes moyennes. Lorsque le comité de Mieres fit appel aux employés, ingénieurs, contre-maîtres, etc..., on assista au phénomène suivant décrit dans le «*Journal d'un mineur*», publié par *Giustizia e Liberta*:

«A peine la proclamation lue, les éléments de droite se précipitent pour se mettre à nos ordres; ils vont jusqu'à se disputer entre eux, chacun voulant être le premier. Excès de zèle suspect. Ils sont les premiers à saluer en levant le poing et à louer la révolution quand ils se rencontrent avec des ouvriers. En échange, ils reçoivent des rations de vivres, tabac, et autres produits, parfois supérieures à celles des révolutionnaires eux-mêmes. Les prolétaires sont imprudents et généreux comme des enfants».

Par contre, les bourgeois font preuve d'habileté et d'hypocrisie, «surtout lorsque leur vie est en jeu». Après le 19 juillet, en Catalogne, en Aragon et dans le Levant, on assista au même phénomène, mais celui-ci prit une extension beaucoup plus grande.

Lorsque le Parti Communiste espagnol publiait, en août 1936, un manifeste signé par Jesus Hernandez, déclarant lutter uniquement pour une République démocratique, lorsque le même parti confirmait la même ligne de conduite le 15 décembre de la même année, ce n'est pas tant la ploutocratie extérieure et les «gouvernements démocratiques» que cette organisation voulait rassurer, mais bien les milliers de pseudo-néophytes qui se sont insérés dans ses cadres et dans ceux de l'U.G.T. Même les *Jeunesses Socialistes Unifiées* renient le socialisme; ainsi leur secrétaire général, Santiago Carrillo, a pu déclarer au congrès national des J.S.U., qui s'est tenu à Valence le 15 janvier 1937: «*Nous ne luttons*

pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste, ni communiste... La J.S.U. n'est pas une jeunesse marxiste». *Ahora*, organe de la J.S.U., appuyait cette thèse en repoussant les directives de classe.

Les déclarations contre-révolutionnaires que Juan Casanovas, président du parlement catalan, fit à la *Dépêche de Toulouse*, en mars dernier, coïncident avec celles de Comorera, militant en vue du P.S.U.C., faites en décembre passé. Les éléments de la *Généralité* qui, en octobre 1934, appuyèrent le putsch autonomiste-fasciste dirigé par le triumvirat Badia-Dencas-Mendez, ne sont pas disparus. Une preuve de plus en est donnée par les déclarations contre-révolutionnaires de Nicolau d'Olwer. *L'Action Catalane*, la droite du P.S.U.C., Galarza et consorts: voilà les forces de la contre-révolution.

La Révolution espagnole se trouve prise entre Burgos et Bilbao (où des catholiques, des marxistes et des républicains nouent de plus en plus leur «*union sacrée*» en suspendant C.N.T. del Norte et en emprisonnant le comité régional de la C.N.T.). Elle est bloquée entre Burgos et Valence, où 218 adhérents de la F.A.I. et des *Jeunesses Libertaires* sont emprisonnés et où est persécuté le journal anarchiste *Nosotros*. Elle est coincée entre Burgos et Almería où le cacique Moron tient en prison un des plus héroïques combattants antifascistes: Francisco Maroto.

L'ombre de Noske se dessine. Le fascisme monarchiste-catholique-traditionaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution. Il faut s'en souvenir. Il faut le dire. Il ne faut pas se prêter aux manœuvres de cette grande «*Cinquième Colonne*» dont six ans de *République espagnole* ont démontré la vitalité tenace et le redoutable mimétisme.

La guerre civile d'Espagne se fait sur deux fronts politico-sociaux. La Révolution doit triompher sur deux fronts.

Et elle vaincra.

A propos de Camillo BERNERI: Né le 20 mai 1897, à Lodé (Italie). Professeur de philosophie, propagandiste et combattant anarchiste Italien. Milite d'abord aux *Jeunesses socialistes*, puis adhère au mouvement anarchiste. Mobilisé en 1917. La guerre terminée, il devient professeur de philosophie et collabore au quotidien anarchiste «*Umanita Nova*» et à «*Pensiero e volontà*». Le fascisme installé en Italie, refusant de jurer fidélité au régime, il est contraint à l'exil. En France en 1926, emprisonné, expulsé, de même de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de Hollande. De même pour sa compagne Giovanna, et leurs deux filles. Part pour Barcelone à l'annonce de la révolution, il organise la première colonne de volontaires italiens. Prend part aux combats à Monte Pelado, et à Huesca. A Barcelone, participe aux émissions de la radio de la CNT-FAI, et fonde la revue «*Guerra di classe*», où il se montre très critique sur l'évolution de la révolution, la participation des anarchistes au gouvernement et la part belle laissée aux communistes. Durant les journées sanglantes de Barcelone, le 5 mai 1937, Camillo Berneri et Francesco Barbieri sont arrêtés à leur domicile par la police aux ordres des communistes. Ils seront retrouvés morts le lendemain, leurs corps criblés de balles. Ce texte est vraisemblablement le dernier qu'il ait écrit.

INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE: OUI - NON

Monica JORNET

GRUPPO ERRICO MALATESTA - NAPOLI

FEDERAZIONE ANARCHICA ITALIANA

PUBLIÉ DANS CANTO LIBRE (NAPLES) LE 12 OCTOBRE 2017

DANS UMANITÀ NOVA LE 22 OCTOBRE 2017

ET DANS LE MONDE LIBERTAIRE DE JANVIER 2018, AVEC AJOUT SIGNALÉ.

Mon nom est catalan, je suis de famille basque et catalane (exilée en France pendant le franquisme), de langue maternelle espagnole (castillan), je travaille à Paris et je suis chez moi à Naples. Comme Errico Malatesta, je ne hais pas les patries, je hais les patriotismes. Il existe des nations au sens de communautés culturelles, nous construisons également nos patries à partir de la langue, des lectures, des amitiés, du vécu, du cœur, du hasard. Mes patries n'ont rien à voir avec les frontières, avec une carte d'identité, avec une résidence ou un travail... Ni espagnoliste, ni catalaniste, internationaliste!

DÉCLARATIONS DE CRÉATION D'UN ÉTAT CATALAN

Déclaration de 2017

L'indépendance de la Catalogne a été proclamée ce soir (10 octobre) et immédiatement suspendue... Le Président de la *Communauté Autonome de Catalogne*, Carles Puigdemont, comparaisait au *Parlement* (Parlement autonome catalan) le 10 octobre 2017 à 18h. On s'attendait à ce que, dans le respect de la loi de référendum catalane (suspendue par le *Tribunal Constitutionnel*) et au vu des résultats, il proclame la *Déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne* (DIU). A 19h35 sous un tonnerre d'applaudissements, il déclarait: «*Parvenus à ce moment historique, et en tant que président de la Generalitat, j'assume, en présentant les résultats du référendum devant le Parlement et nos concitoyens, le mandat du peuple pour que la Catalogne devienne un État indépendant sous la forme d'une République*». Pour ajouter ensuite à la surprise générale: «*Et c'est avec la même solennité que je propose, au nom du Govern, que le Parlement suspende les effets de la déclaration d'indépendance afin que dans les prochaines heures puisse s'établir un dialogue sans lequel il n'est pas possible de parvenir à une solution négociée*».

Ce n'était pas la première déclaration unilatérale

de création d'un État catalan, on doit rappeler les dates de 1931 et 1934 mais dans les deux cas on en resta là. La première fois tout fut «résolu» par la cession à la Catalogne de son autonomie et la deuxième fois par la répression. Mais en réalité rien n'avait été résolu puisque la situation est aujourd'hui la même et la même question se pose: Comment répondra le gouvernement espagnol? Cherchera t-il à résoudre le conflit en acceptant de négocier comme en 1931? Peut-être avec une cession fiscale de 100% au lieu des 50% actuels d'autonomie fiscale (ce «*pacte fiscal*» serait l'équivalent du *Concert économique* en vigueur au Pays Basque et en Catalogne en vertu de leurs anciens *fueros*) ou voudra t-il imposer la loi par la «*force publique*» comme en 1934, en suspendant l'autonomie de la Catalogne et en jugeant pour rébellion à l'*État des Autonomies*? Et le Roi Felipe VI? Enverra t-il les chars en tant que *Chef des Armées* qu'il passe en revue tous les ans lors de la *Pascua Militar*? Si le Président catalan veut, par son discours additionnel après la déclaration, une troisième voie inédite, à savoir négocier pour obtenir l'indépendance de la Catalogne et non pour y renoncer, il me semble qu'il ne réussira pas. S'il veut simplement avoir déclaré l'indépendance pour ne pas faire piètre figure en se déjugant parce qu'il n'est pas en mesure d'affronter les chars de l'État espagnol et la ruine économique provoquée par l'appareil financier européen (inconvenient également dû au fait qu'il veut faire partie de ce système capitaliste) mais qu'il a en réalité l'intention d'obtenir le pacte fiscal, il pourrait réussir mais peut-être pas, parce que le Parlement espagnol a été clair: il n'y a rien à négocier. Sans compter, bien entendu, que Rajoy prendra certainement mal qu'il veuille négocier après ce qui a été très clairement une déclaration unilatérale d'indépendance.

Déclaration de 1931

Ezquerra Republicana de Catalunya, parti fondé en 1931, pour concourir aux élections municipales en tant que premier parti républicain, laïque, de gauche, réussit à briser l'abstentionnisme anar-

chiste ouvrier et fut le parti en tête en Catalogne. En conséquence de quoi, Alphonse XIII prit le chemin de l'exil et la *Seconde République* espagnole fut proclamée le 14 avril 1931. Francesc Macià proclama le jour même la République catalane comme «*État membre de la Fédération Ibérique*». Trois jours plus tard, il renonçait à l'indépendance en échange de la rédaction d'un projet de *Statut d'autonomie*. C'est à ce moment que fut décidée la création d'une institution de gouvernement propre, la *Generalitat de Catalunya* constituée d'un gouvernement présidé par Macià et d'une assemblée provisoire.

Déclaration de 1934

La révolution des Asturies menée par paysans et ouvriers éclate après la répression au printemps par le gouvernement de droite d'une grève générale appelée par le syndicat socialiste UGT. Le *Parti Nationaliste Basque* PNV, de droite, catholique et localiste, ne soutint pas la révolution ouvrière, qui fut étouffée en quelques jours en Biscaye, pays de hauts fourneaux. En Catalogne, à la mort de Francesc Macià en 1933. Lluís Companys (ERC), lui avait succédé à la présidence de la *Generalitat*. Il y eut un affrontement entre le Gouvernement central de droite (élu en 1934) et la *Generalitat* de gauche à l'occasion de l'approbation par le *Parlement* de la *Loi de contrats agricoles* favorable aux paysans louant des terres. La très conservatrice et nationaliste *Lliga catalana* présenta un recours en défense des propriétaires terriens et la loi fut déclarée inconstitutionnelle. C'est pourquoi la Révolution éclata aussi à Barcelone: Lluís Companys proclama l'*État Catalan* au sein de la *République fédérale* le 6 octobre 1934. La *Generalitat* fut bombardée le jour même. Companys et tout le gouvernement furent accusés du délit de rébellion et, en juin 1935, condamnés à 35 ans de prison. Le *Statut d'autonomie* resta suspendu jusqu'à la victoire du *Front populaire* en 1936, année où Companys retrouva la présidence de la *Generalitat*.

DE LA LÉGALITÉ À L'ILLÉGALITÉ

Le référendum légal de 1931 en Catalogne

La Constitution de 1931, approuvée le 9 décembre par le Parlement de la II^{ème} République, instaurait un «*État intégral*» dans lequel «*une ou plusieurs provinces limitrophes*» pouvaient «*s'organiser en région autonome pour construire un noyau politico-administratif au sein de l'État espagnol*» (et ce afin de concilier les positions des unionistes et des fédéralistes après l'échec de la 1^{ère} République (1873-1874) qui se termina par le coup d'État du général Manuel Pavia et la restauration de la mo-

narchie). Une commission dirigée par ERC se réunit à Nuria pour rédiger un statut d'autonomie pour la Catalogne. Le *Statut de Nuria* qui définissait la Catalogne comme un «*État autonome au sein de la République espagnole*» fut approuvé en août 1932 par 99% des suffrages lors d'un référendum en Catalogne. Le Parlement l'approuva en septembre malgré une intense campagne contre «*le séparatisme catalan*» mais après l'élimination dans le texte du droit d'autodétermination ainsi que des articles souverainistes (création d'une citoyenneté catalane, droit d'incorporer de nouveaux territoires, le catalan comme seule langue officielle). La Catalogne devenait dans le texte définitif une «*région autonome au sein de l'État espagnol*» avec deux langues officielles. En novembre 1932 eurent lieu les premières élections de la *Communauté autonome de Catalogne*.

Le référendum légal de 1979 en Catalogne

La Constitution de 1978 qui instituait la *Monarchie parlementaire*, après la mort du dictateur fasciste, le général Francisco Franco, en novembre 1975, poussa encore un peu plus loin le processus en créant l'*État des Autonomies* (toutes les provinces devaient se regrouper en communautés autonomes) mais toujours au sein d'une «*patrie commune et indivisible de tous les Espagnols*» exigeant à la fois le «*droit à l'autonomie des "nationalités" et régions qui la composent*» et «*la solidarité entre elles*». L'État a la compétence exclusive en matière d'intérêt général ou débordant du territoire de la *Communauté autonome* ainsi qu'en matière de législation basique. L'État est autorisé à céder des pouvoirs (compétences) aux *Communautés autonomes* le souhaitant mais aucune de façon exclusive, seulement des modalités de déroulement et d'application. Chaque *Communauté autonome* a ainsi aujourd'hui son propre *Gouvernement autonome* ou *Govern* en catalan (*La Generalitat*) avec un Président (*President*), des conseillers qui sont l'équivalent des ministres (*consellers*). Le *Tribunal supérieur de Justice* dépend du *Tribunal suprême*. Le *Statut de Sau* fut approuvé par référendum en Catalogne le 25 octobre 1979 avec 88,14% des suffrages et par le Parlement espagnol en décembre mais avec des amendements cependant qui sont un pas en arrière par rapport au *Statut de Nuria*: par exemple la création d'un délégué du Gouvernement dans chaque communauté autonome. La compétence d'éducation auparavant exclusive devenait seulement «*pleine*».

Le référendum légal de 2006 en Catalogne désavoué

Un quart de siècle après, la réalité de l'application des principes constitutionnels de création

des communautés autonomes imposa la nécessité pour chaque *Communauté autonome* de réformer les *Statuts d'autonomie*. C'est ainsi que le Statut catalan réformé fut approuvé par le *Parlement* en septembre 2005 avec la seule opposition du PP (*Parti Populaire*, de droite). Il mentionnait «*le développement d'un État plurinational*» en référence à l'Espagne et déclarait dans son article 1^{er}: «*La Catalogne est une nation*», un terme réservé exclusivement à l'Espagne dans la Constitution. Après amendement de la *Commission constitutionnelle* du Parlement, le préambule du Statut réformé affirma à titre de description (et non de définition) que «*le parlement de Catalogne a défini la Catalogne comme une nation*» mais, seuls les articles ayant force de loi, l'article premier ne change pas par rapport au Statut de 1979: «*La Catalogne, en tant que nationalité, exerce son gouvernement autonome en se constituant en Communauté autonome, conformément à la Constitution et à ce Statut*». La cession fiscale passait à 50%; le Parlement approuva le Statut réformé le 31 mars 2006 avec les voix «*contre*» du PP ainsi que de EA et ERC (qui refusaient les amendements). Néanmoins, l'art. 3 proclamait: «*La Generalitat est État*»; l'art. 5: «*le gouvernement autonome de la Catalogne est basé sur des droits historiques du peuple catalan*»; l'art. 6, sur les langues officielles: «*le droit et le devoir de les connaître*» (tandis qu'auparavant ce devoir ne concernait que le castillan). L'art. 8 enfin introduisait le terme «*nationaux*»: «*La Catalogne, définie comme nationalité dans l'article 1^{er}, a pour symboles nationaux son drapeau, sa fête et son hymne*». C'est pourquoi le PP présenta un recours devant le *Tribunal Constitutionnel*. Lors du référendum de juin 2006 en Catalogne, le *Oui* l'emporta avec 73,9% des suffrages (20,76% de *Non*).

Consultations illégales en Catalogne dans diverses villes depuis 2007

La longue attente de la sentence du *Tribunal constitutionnel* accompagnée de vifs débats favorisa l'essor du nationalisme. Nous en citerons quelques exemples. En mars 2007, ERC proposa un référendum d'autodétermination pour le 27 mai, jour des élections municipales. Il voulait ainsi de la sorte démontrer que sa participation à un gouvernement non nationaliste (celui du socialiste...) n'entamait pas son «*catalanisme*» et ne pas perdre les électeurs nationalistes au profit de CIU, le parti nationaliste démocrate chrétien désireux de revenir au pouvoir car il se retrouvait pour la première fois dans l'opposition. Le 3 septembre 2007 le maire de la petite localité de Arenys de Munt (8.000 habitants) organisa une consultation sur l'indépendance qui l'emporta avec 96% des suffrages. Une consultation similaire eut lieu le 13 décembre

2009 dans 161 municipalités dont une capitale de province (Girona), toujours organisée par des associations et non des partis et sans accès aux registres électoraux. Toutes ces consultations n'ayant pas force de loi permettaient un vote sentimental et donnaient un avertissement au *Tribunal constitutionnel*. Lors d'une consultation à Barcelone le 10 avril 2011, 257.645 citoyens votèrent pour ou contre l'indépendance (participation de 21%) et le *OUI* l'emporta avec 91% des suffrages.

CONSULTATION ILLÉGALE DE 2014 ET RÉFÉRENDUM ILLÉGAL DE 2017

Le 9 novembre 2014, le Gouvernement catalan présidé par Artur Mas posait en catalan et en castillan, deux questions pour une «*Consultation sur l'avenir politique de la Catalogne*»: «*Voulez-vous que la Catalogne soit un État?*» et «*Si la réponse est affirmative, voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant?*» (Avec deux réponses possibles: *OUI* ou *NON* pour qui répondait *OUI* à la première question sur la partie gauche du bulletin).

Le 1^{er} octobre 2017 le Gouvernement catalan présidé par Carles Puigdemont posait une question en catalan, castillan et aranais (langue occitane parlée dans le Val d'Aran, à la frontière de la France et de l'Aragon, protégée par le *Statut d'autonomie de la Catalogne* depuis 1979 et déclarée officielle en Catalogne en 2006) pour un *Référendum d'autodétermination de la Catalogne* (convoqué en juin): «*Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république?*» (Avec deux réponses possibles: *OUI* ou *NON*).

En 2014, lors de cette consultation (qui par définition ne faisait pas force de loi contrairement à un référendum) tous les catalans de plus de 16 ans ayant leur résidence en Catalogne, y compris les résidents à l'étranger et les migrants ayant leur permis de séjour étaient appelés à voter. En 2017, la *Loi de référendum* approuvée par le Parlement catalan (avec la volonté de faire force de loi) est plus restrictive puisqu'elle appelait à voter tous les catalans ayant le droit de vote ce qui exclut donc les migrants et les mineurs. En 2014, la participation des municipalités fut très élevée, 942 sur 947 communes catalanes y participèrent. En 2017, seuls 720 communes, 74% de l'ensemble des municipalités. En 2014, la participation a été de 2.344.828 personnes. 90% de votes *OUI-OUI*, 10,02% de *OUI-NON* et 4,49% de *NON*. La participation en 2017 a été de 2.262.424 personnes, soit un hypothétique 37,8% des inscrits sur les listes électorales. Le *OUI* à l'indépendance obtient 90% des voix (2.020.144), le *NON* 7% (176.666), 0,89% de votes nuls et 2% de

blancs. L'ex-président de la *Generalitat*, Artur Mas avait insisté sur l'importance cruciale d'une participation plus élevée en 2017 qu'en 2014, cela n'a pas été le cas. Il est également vrai qu'à cause de la fermeture de certains collèges électoraux par les forces de l'ordre, près de 670.000 inscrits n'auraient pas pu voter mais aucune certitude à ce sujet car les gens pouvaient voter quasiment sans aucun contrôle et même plusieurs fois. De fait, d'après la *Generalitat* elle-même, 96% des bureaux étaient ouverts. La difficulté d'interprétation des résultats de 2017 vient aussi de ce qu'il n'y avait pas la garantie des registres électoraux mais on peut au moins en conclure que se sont mobilisés massivement dans les deux cas ceux qui voulaient l'indépendance, notamment en 2017 pour un référendum ayant force de loi pour le Gouvernement catalan même s'il se tenait dans l'illégalité pour le Gouvernement espagnol.

On peut observer que la double formulation de 2014 permettait l'expression aussi bien de ceux qui voulaient un statut autre que l'indépendance pour le nouvel État catalan par rapport à l'Espagne (par exemple un *État libre associé* comme Porto Rico par rapport aux États-Unis ou un État fédéraliste, etc...) que de ceux qui voulait directement l'indépendance de la Catalogne. En 2017, en revanche, aucun autre choix n'est proposé que de répondre directement à la question de l'indépendance. Ce référendum de 2017 va également plus loin que la consultation de 2014 puisqu'il propose un changement de régime de la monarchie à la république en cas d'indépendance.

Mais voulons-nous aller encore plus loin? En 2014, la partie droite du bulletin électoral ne comprenait pas de case pour répondre à la deuxième question, donc on ne pouvait que répondre OUI-OUI ou OUI-NON ou bien un simple NON. Cependant les anarchistes firent campagne pour la voie révolutionnaire du NON-OUI. NON à un nouvel État, OUI à un pays d'*Assemblées confédérées*. Voir le bulletin de vote alternatif diffusé par les anarchistes en 2014. La réponse des anarchistes à la question posée au référendum de 2017 fut la même: nous voulons l'indépendance mais pour un pays d'*Assemblées populaires confédérées*.

ILLÉGALE LÉGALITÉ CATALANE

En juin 2010, le *Tribunal Constitutionnel* rendit son verdict d'inconstitutionnalité de 14 articles du *Statut catalan* concernant notamment la «nation» catalane, la préférence et l'obligation de la langue catalane, le pouvoir judiciaire catalan, une nouvelle relation de caractère «bilatéral» Gene-

ralitat-Gouvernement central. Les Catalans n'acceptèrent pas que l'on puisse invalider un Statut approuvé par le Parlement puis par référendum en Catalogne, en toute légalité. N'affirme-t-on pas - dans la farce démocratique du moins - que là réside la souveraineté du peuple? Le CEO (*) dans son baromètre du mois d'octobre indiqua que l'indépendantisme avait atteint le record de 25% d'opinions favorables. En conséquence, le parti démocrate chrétien CiL retrouva la présidence de la *Generalitat* lors des élections autonomiques de 2010. Le *President* Artur Mas (CiU) promit alors un référendum de sécession à long terme et le pacte fiscal à court terme. Le *Parlament* proclama en mars 2011 un droit non négociable à l'autodétermination avec l'opposition du PSC et du PP et les votes pour de ERC, ICV, CIU: le front nationaliste s'était reformé. Le parti de gouvernement CDC (dans la coalition CiU) fixa lors de son congrès de mars 2012 l'objectif pour la Catalogne d'avoir son «*propre État*». Toujours ce mot État qui revient. Le 11 septembre, jour de la *Diada*, fête de la communauté autonome, le traditionnel défile nationaliste festif se mua en une immense marche pour l'indépendance. Le 17 septembre la commune de Vie approuva une motion présentée par *Esquerra Republicana* (ERC), *Candidature d'Unitat Popular* (CUP), *Iniciativa-Esquerra Unida*, et *Solidaritat* (SI), et se déclara «*territoire catalan libre et souverain*» avec le soutien de conseillers municipaux de CiU. Le *President* Artur Mas annonça le 25 septembre au *Parlament* des élections anticipées au 25 novembre 2012 et lança le défi inouï de proposer au cours de son mandat la convocation d'une consultation pour que les Catalans décident s'ils veulent constituer leur «*propre État*» au sein de l'*Union européenne*: «*Si on peut le faire par référendum parce que le Gouvernement l'autorise, tant mieux, autrement on le fait quand même*». Et le 27, le *Parlament* approuva la proposition de CiU et ERC d'une consultation sur l'autodétermination à organiser «*en priorité*» pendant la législature à venir avec les voix de CiU, ICV, ERC et Solidaritat, l'abstention du PSC, et les voix contre des partis de droite espagnoliste, PP et Ciutadans (C'S). Artur Mas renouvela son mandat de président dans un gouvernement de coalition CiU - ERC dont le référendum d'autodétermination au plus tard en 2014 était la condition. La CUP, indépendantiste et anticapitaliste, obtint pour la première fois une représentation au *Parlament*. Le 23 janvier 2013 le *Parlament* approuva que la Catalogne était «*sujet politique et souverain*» (alors que la souveraineté réside dans le peuple espagnol, pour CiU, ERC, ICV, CUP, contre PSC, PP et C'S. Cinq PSC préférèrent s'absenter. En février 2013, 14 députés socialistes

(*) *Centre d'Estudis d'Opinió*: Centre d'étude d'opinion, institut de sondage de Barcelone. (Note A.M.).

catalans au Parlement désobéirent pour la première fois à la consigne de leur parti PSC et approuvèrent la motion de CiU (et celle de ICV demandant au Gouvernement de négocier avec la *Generalitat* une consultation populaire d'autodétermination. La *Loi catalane de consultations populaires*, à l'initiative du *Govern* en 2013, approuvée par le *Parlament*, fut déclarée inconstitutionnelle après le recours du Président Zapatero. Et nous arrivons à la consultation de 2014... Puis il y eut des élections autonomiques en septembre 2015 que le *Govern* annonça comme devant être plébiscitaires pour l'indépendance par un vote massif pour la coalition nationaliste *Junts pel Si* (PDeCatT héritier de CiU, ERC et indépendants) qui forme avec la CUP une coalition pour gouverner en obtenant une majorité de sièges (72) mais les nationalistes perdent le plébiscite (47,7% des suffrages. Carles Puigdemont est investi *President* avec Oriol Junqueras de ERC comme vice-Président. La CUP est un parti anticapitaliste qui aspire à l'indépendance des *Paisos Catalans* (un sujet qui serait à creuser car les zones catalanophones (catalan ou dialecte du catalan, Aragon, Baléares, Val d'Aran, mais aussi Valence qui défend que le valencien est une langue dénoncent un impérialisme territorial. De plus être nationaliste et de gauche me semble contradictoire et j'en veux pour preuve les tensions internes quand il s'agit de voter le budget au *Parlament*...

LÉGITIMITÉ ET ILLÉGITIMITÉ DU CATALANISME

(Partie ajoutée pour la publication dans "Le Monde libertaire" de janvier 2018)

Un parcours historique à prendre avec des pincettes

Le *Préambule du Statut réformé* de 2006 parlait de droits historiques: «*Depuis 1714, il y a eu plusieurs tentatives de récupération de nos institutions de gouvernement*». Des jalons de cet itinéraire historique sont, en autres, la *Mancomunidad* de 1914, le rétablissement de la *Generalitat*, le Statut de 1932 et celui de 1979.

Dans la *Guerre de succession espagnole* (suite à la mort sans descendance en 1700 du roi Carlos II de Austria, branche espagnole des Habsbourg), toute la Couronne d'Aragon prit parti pour le candidat de l'*Alliance de La Haye* constituée en Europe pour chasser du trône hispanique, à l'époque le plus grand empire du monde, Philippe d'Anjou (Felipe V de Borbôn, premier Bourbon à régner en Espagne donc), petit-fils de Louis XIV, car les Bourbons étaient beaucoup plus centralistes que les Habsbourg. Après la signature du traité d'Utrecht, elle resta seule face à l'armée franco-castillane.

Barcelone se rendit aux troupes de Felipe V le 11 septembre 1714 après un long siège (symbole de résistance, la date est devenue la *Diada*, fête de la Catalogne) et les *Décrets de Nueva Planta* supprimèrent le Gouvernement, les institutions et les administrations de la Couronne d'Aragon ainsi que ses privilèges, les royaumes d'Aragon et de Valence en 1714, de Mallorca en 1715 et la principauté de Catalogne en 1716. Tous catalanophones. Le bilan pour la Catalogne fut la perte de sa relative souveraineté ainsi que l'usage du catalan. En revanche la Navarre et les provinces basques qui étaient restées fidèles à Felipe V conservèrent leurs privilèges (*fueros*) reconnus aujourd'hui par la Constitution sous forme d'autonomie fiscale complète... C'était sous Felipe V et aujourd'hui c'est Felipe VI, donc de droite comme de gauche on trouve difficilement des Catalans soutenant la monarchie. Je partage cependant le sentiment antimonarchique des Catalans mais pour d'autres raisons, presque toutes exprimées par Bakounine, alors je vais le citer dans «*État et Anarchisme*»: «*Que l'État porte le nom de monarchie ou de république, le crime sera toujours nécessaire pour conserver le pouvoir et pour triompher... Ça ne nous intéresse pas beaucoup que l'autorité se nomme Église, monarchie, république bourgeoise ou dictature révolutionnaire*». Mais tout ne se vaut pas car Bakounine pense que certains régimes sont moins oppresseurs et la participation du peuple plus élevée: «*Que personne ne croie qu'en critiquant les gouvernements démocratiques, nous exprimons une préférence pour la monarchie. Nous sommes fermement convaincus que la plus imparfaite des républiques vaut mieux que la plus éclairée des monarchies*».

Un nationalisme progressiste à examiner à la loupe

C'est seulement parce que la République espagnole de 1931 a concédé des *Statuts d'autonomie* qu'un parti aussi conservateur que le PNV (*Parti Nationaliste Basque*... Oui, faut dire que la lettre V n'existe pas en basque, le C non plus d'ailleurs... En tout cas si vous écrivez PNB, c'est le *Produit National Brut*), fondé en 1895 avec la devise «*Dieu et anciennes lois*», par le raciste xénophobe Sabino Arana, de famille carliste, qui préférait un basque ne parlant pas le basque à un non basque de culture basque, ait été républicain et pas monarchiste. Quant à la *Lliga catalanista*, le parti catalan le plus important jusqu'en 1923, conservateur, catholique et bourgeois, son projet de loi pour créer une entité administrative intégrée par les quatre provinces catalanes s'appela *Mancomunidad*, fut adopté en 1914. La *Mancomunidad* favorisa la culture catalane ainsi que les infrastructures et les routes. L'objectif était un gouvernement propre à la Ca-

atalogne pour mieux faire des affaires au bénéfice seul de la bourgeoisie catalane mais elle alla loin en soutenant le coup d'État de Miguel Primo de Rivera, (ce dictateur est tout simplement le père de José Antonio, idéologue du fascisme espagnol et fondateur de la *Falange* en 1933, idole franquiste fusillée au début de la guerre civile) en échange d'une politique protectionniste pour la Catalogne (dont il était le capitaine général) et de la répression de la CNT dont le succès allait croissant. Pas de chance, Primo de Rivera interdit le catalan en public et dissout la *Mancomunidad* en 1925 avec l'entrée en vigueur du *Statut Provincial* pour toute l'Espagne. Cela signifia la fin de la *Lliga* qui, après la chute de la dictature en 1930, fut détrônée par un nouveau catalanisme *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) de gauche républicaine.

Et c'est seulement le centralisme de la droite républicaine espagnole, qui était unioniste, qui explique les alliances tactiques du nationalisme catalan et basque avec la gauche alors qu'elle était fédéraliste. Mais certainement pas avec les anarchistes qui étaient internationalistes. De fait la CNT ne soutint pas la proclamation de la *République catalane*. Autrement dit, je suis en train de vous donner une grande nouvelle: le nationalisme n'est pas progressiste! Mais cette alliance perdura car le général Franco, en instaurant sa dictature fasciste après avoir remporté la Guerre Civile (1936-1939) suspendit les *Statuts d'Autonomie* obtenus par la Catalogne, le Pays Basque et la Galice sous la II^{ème} République. De sorte qu'aujourd'hui, rien d'étonnant à ce que tous les partis nationalistes soient aussi républicains. Quand Franco interdit les langues régionales au profit du castillan, son nationalisme espagnoliste exclusif alimenta le nationalisme régionaliste. Nationalistes, main dans la main avec socialistes et communistes luttèrent ensemble dans la clandestinité et l'exil contre le franquisme et connurent les mêmes prisons. C'est pourquoi être nationaliste et agiter l'*ikurriña* (drapeau basque) ou la *senyera* (drapeau catalan) apparaît toujours comme progressiste tandis qu'être espagnoliste (nationaliste espagnol) et agiter le drapeau de l'Espagne (qui n'est plus rouge et or avec l'aigle de Saint-Jean comme sous Franco mais rouge et or quand même et avec l'écusson des Bourbons, sans compter que les Bourbons sont revenus parce que le dictateur a désigné en 1969 pour lui succéder Juan Carlos, le petit-fils d'Alfonso XIII et non son fils Juan dans la ligne de succession. Ah bon, vous y croyez vous qu'il a permis la restauration de la démocratie? Il a permis la restauration de la monarchie, seul fait avéré) veut encore dire être un facho de centraliste comme Franco. Le drapeau de la république, pour mémoire, a la troisième bande violette.

Le nationalisme catalan au pouvoir en Catalogne a toujours été de droite, l'hégémonie de CiU à la *Generalitat* depuis 1980 n'a été interrompue que par le *Tripartito*, un front de gauche de gauche ERC, ICV, PSC avec présidence socialiste (PSC) en 2006-2010. CiU, cette plateforme démocrate chrétienne créée en 2001 (*Uniò Democràtica de Catalunya*, 1931, et *Convergència Democràtica De Catalunya*, 1976) a occupé la présidence de la *Generalitat* depuis les premières élections autonomiques de 1980: il avait l'appui de ERC mais aussi celui d'un parti centriste aujourd'hui disparu, UCD d'Adolfo Suarez, président du Gouvernement qui conduisit la soi-disante *Transition démocratique* mais on le dit rarement, ancien secrétaire général du *Mouvement* en 1975, parti unique de Franco et ancien directeur de la télévision TVE entre 1969 et 1973. CiU eu la majorité absolue en 1984, 1988 y 1992. En 1995 et 1999 il gouverna avec les voix des parlementaires autonomiques du PP, en 2003 en coalition avec ERC et IU même si le PSC était arrivé en tête. Petits jeux politiques de majorités parlementaires. Notons que la majorité absolue prolongée favorisa la corruption, le scandale le plus retentissant étant la commission de 3% sur les chantiers publics. Notons également que cela ne l'a pas dérangé tant que ça de gouverner avec le soutien du PP qu'il se plaît tant à critiquer et que ce PP (*Partido Popular*) n'est autre que la refondation, en 1989, de AP (*Alianza Popular*, fondée en 1976 par des ex-franquistes) mais il est également vrai qu'ils sont tous deux de droite et dans l'internationale démocrate chrétienne. Et le nationalisme n'est pas seulement toujours de droite, il est aussi toujours l'allié de l'Église (celle-là même dont les évêques émirent une lettre de soutien à Franco au début de la Guerre civile). Lors du référendum du 1^{er} octobre 2017, 400 curés signèrent un manifeste appelant à voter. Le jour du vote, paroisses et églises catholiques ont participé à la résistance contre l'intervention de la police pour empêcher le vote en cachant des urnes dans les églises ou en organisant des bureaux de vote ou encore en bloquant le passage ou en transmettant des informations sur les nouveaux lieux de vote.

LES JOURNÉES D'OCTOBRE 2017

La journée électorale du 1^{er} octobre

A 8h30 du matin la *Police nationale* et la *Garde civile* commencèrent à évacuer les bureaux de vote à peine ouverts en en fermant 319 des 2.316 prévus. Ils employèrent la force pour forcer les chaînes humaines provoquant de nombreux blessés, quelques 800, et contusionnés dont deux hospitalisés. Une semaine auparavant le *Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne* avait donné l'ordre aux *Mossos*

d'*Esquadra* (police autonome) d'empêcher le vote mais ils n'ont pas bougé arguant du fait qu'ils avaient quand même fermé 225 bureaux de vote mais sans user de violence contre des citoyens qui désobéissaient pacifiquement. *Police d'État* répressive versus *police autonome catalane* non répressive, super! Sauf que il est également bon de se souvenir avec quelle violence ces mêmes *Mossos d'Esquadra* ont chargé les *Indignés* pour les déloger de la Place de Catalogne, eux aussi pacifique, en 2011? causant 33 blessés et arrêtant 20 personnes. Alors ne la jouons pas gentilles forces de l'ordre catalanes contre méchantes forces de l'ordre du pouvoir central. La très modérée *Association professionnelle indépendante de Procureurs* a accusé les *Mossos* de mettre en péril l'État de droit. En fait ils se sont surtout comportés comme une police politique!

Prises de position le 2 octobre

Le lendemain, le 2 octobre le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, du PP, a convoqué ses deux associés du front commun contre le «souverainisme», le socialiste Pedro Sanchez, secrétaire général du PSOE et le conservateur Albert Rivera, président de *Ciudadanos*.

Un front soit dit en passant aussi divers politiquement que le front nationaliste ce qui, à mon sens, est tout à fait révélateur de la place prioritaire prise par le nationalisme qu'il soit espagnol ou catalan dans la vie politique espagnole (et la vie politique catalane ne s'en démarque pas plus) et c'est bien dommage pour les partis de gauche... Idem au *Parlament*, les quatre groupes d'opposition au *Govern* (*Ciudadanos*, PSC, *Catalunya Si que es Pot - Podemos*, et PP) ont des propositions différentes. Et PSC veut réformer la Constitution, *Ciudadanos* ne veut rien changer, *Catalunya si que es Pot* (*) veut négocier un référendum légal d'autodétermination quitte ensuite pour beaucoup à voter contre, il y a des dissensions mais la tendance est au fédéralisme. IU (coordination fondée en 1986, regroupe le PCE, les écologistes et des socialistes dissidents, c'est pourquoi les Espagnols l'appellent la pastèque) est fédéraliste républicain et déclara qu'il ne participerait pas à ce référendum qui ne résolvait pas le problème et ne présentait pas de garanties suffisantes.

Rivera demanda le 2 octobre à Rajoy l'application de l'article 155 de la Constitution, ce qui signifie

(*) *Catalunya Si que es Pot - Catalogne Oui c'est possible*: coalition des partis *Initiative pour la Catalogne Verts* (ICV), *Gauche unie et alternative* (EUiA), *Podemos* et *Equo* (Verts européens).

la suspension de l'autonomie de la Catalogne, avec pour but de convoquer des élections autonomiques, critiquant l'immobilisme du Gouvernement et la volonté de dialogue du PSOE avec ceux qui avait l'intention de déclarer unilatéralement l'indépendance. Sanchez était tout aussi opposé à la DIU mais exprima aussi son désaccord avec l'usage de la force et se montra réticent à l'application du 155 préférant des alternatives légales telles que l'action du *Tribunal constitutionnel*. Il demanda pour sa part «*l'ouverture de négociations entre le Gouvernement central et le Govern de la Generalitat*». A la différence de la stratégie de *Ciudadanos* d'anticiper les mouvements du *Govern*, Mariano Rajoy choisit la stratégie réactive, c'est-à-dire réagir en appliquant la loi après qu'il y ait eu délit. Quant au président catalan, Puigdemont, il demanda au Gouvernement une médiation (dans l'espoir d'obtenir celle de l'Europe) pour «*mettre un terme à la violence policière et créer un climat détendu*». Mais pour Rajoy, Puigdemont n'est pas légitime pour négocier après s'être situé lui-même dans l'illégalité. Il renvoya la DIU de quelques jours par rapport aux deux jours prévus par la loi catalane de référendum afin d'augmenter la pression sur le Gouvernement de Rajoy. Mais le message du Parlement européen le jour-même est sans ambiguïté: «*Le vote d'hier en Catalogne n'est pas légal*». «*Et si un référendum est organisé conformément à la Constitution, le territoire abandonnant un État membre se retrouverait en dehors de l'Union européenne. La Commission estime que les temps sont à l'unité et à la stabilité et non à la division et la fragmentation*». Pas même une phrase de l'Europe pour condamner la violence institutionnelle.

Mais quelle violence? dirait le ministre espagnol des Affaires Etrangères, Alfonso Dastis: «*La question de la violence dite excessive... nous ne nierons pas qu'elle a été présente dans les images. Mais nous pensons que ce n'était pas une violence déclenchée par la police sauf quand sa mission a été entravée. Elle ne voulait qu'exécuter les ordres des tribunaux. Nous regrettons cette violence mais également l'usage politique qu'on veut en faire*». Bref, tout «*pour la loi et avec la loi*», paroles de Rajoy, ce qui promet y compris les chars...

Grève générale et «suspension de pays» le 3 octobre

Le surlendemain, le 3 octobre, était déjà prévu une grève générale en Catalogne appelée par les syndicats libertaires CGT, *Intersindical Alternativa de Catalunya* (IAC), *Intersindical CSC y COS*, syndicats clés dans les secteurs des transports et de l'éducation. Les syndicats socialiste UGT et communiste CCOO ne s'y associaient pas et ne firent

le 2 octobre qu'un appel à protester contre les violences policières du 1^{er} octobre mais pas à la grève générale afin, selon eux, de ne pas soutenir de quelque façon que ce soit la DIU. Par contre la plateforme *Table pour la démocratie* constituée par ces deux syndicats majoritaires CCOO et UGT et d'associations indépendantistes politiquement transversales, dont la plus importante, *Assemblée Nationale Catalane ANC*, appelèrent pour le même jour, le 3 octobre «une suspension du pays» pour répondre «aux violences exercées par les forces de l'ordre de l'État» par un arrêt des activités en Catalogne. Observons déjà d'un œil critique anarchiste le texte de l'appel: «Personne ne viendra à bout des institutions catalanes et des libertés nationale». Et justement, l'appel à la suspension du pays a été suivie et soutenue par le *President* et son *Govern*, le *Parlament*, les institutions culturelles et sportives, etc... Et les deux syndicats lancèrent un appel «aux partis et au Gouvernement» pour «canaliser la situation» de la Catalogne vers «un scénario de dialogue»... «par la voie de la négociation politique et institutionnelle pour redresser le conflit» entre Gouvernement et *Govern*.

Merde, c'était même pas la peine d'adhérer à un syndicat ni de faire de l'opposition politique, il suffisait de chanter tous ensemble l'hymne catalan des *Segadors* et tous nos problèmes d'exploitation et autres étaient résolus comme par miracle! Désormais nous le savons grâce aux nationalistes! Le nationalisme a cette formidable capacité de susciter des enthousiasmes trompeurs au nom d'une unité patriotique qui résoudra les problèmes de n'importe quel patriote. Le catalanisme a réussi à effacer la lutte des classes en faveur d'une collaboration de classe pour un nouvel État catalan comme si tout se résumait à *estelada* (drapeau catalan, étoilé pour les indépendantistes) contre *rojiguada* (drapeau rouge et or espagnol), leurs guerres, nos exploités, nos morts et nos blessés: aujourd'hui la guerre c'est nationalisme catalan contre nationalisme espagnol. Pas de une guerre de libération, une guerre pour le pouvoir. Toujours au bénéfice du capital. Inutile de dire que ce n'est pas là la société sans classe, libre et égalitaire mais bien une arnaque. Ce n'est pas là l'autodétermination qui justement ne se délègue pas mais bien une question qui piège et qui exclut. Ce n'est pas

ça le droit de décider de nos vies. Nous voulons décider, tous et sur tout cependant, et certainement pas de la création d'un nouvel État. L'autodétermination ça veut dire que nous ne déléguons pas l'autodétermination aux partis. Que nous n'avons aucune confiance dans les syndicats réformistes qui ne cherchent qu'à pactiser avec le pouvoir du moment (institutions et patrons) et même désormais au point d'applaudir les institutions et de remettre en question la grève pour aller bras dessus bras dessous avec les patrons faire de la «suspension sans perte de salaire». Il ne vous vient aucun doute quand vous voyez des cadres de banques en costume cravate sur les ramblas de Barcelone répéter en chœur les mots d'ordre de l'anticapitaliste et indépendantiste CUP: «Les rues seront toujours à nous!»? Nous qui? Certainement pas nous les opprimés, certainement pas nous tous. Nous «catalans», c'est-à-dire nous parlant catalan, qui faisons partie de l'élite depuis des siècles, nous nationalistes dont les ancêtres fondèrent la *Lliga regionalista* et étaient les oppresseurs... pas nous les «*charnegos*» comme étaient appelés les ouvriers venus de Murcie et les travailleurs agricoles venus d'Andalousie.

Les anarchistes catalans ont fait grève le 3 octobre 2017. Pour l'autodétermination de la Catalogne et des travailleurs, deux revendications en une. Des piquets de grève de la CNT, environ 2.000 personnes ont encerclé le siège du PP catalan avec la banderole: «*Coupables du Jobs Act, de la militarisation de la ville et de la misère des travailleurs*». Un communiqué a été lu sur le refus des réformes du travail et la perte incessante de droits pour la classe ouvrière et sur l'inquiétude soulevée par les actions des différents corps répressifs de l'État. Après la grève du 3 octobre, la CNT lance un appel pour étendre la lutte sociale afin d'abattre ce modèle politique et économique. On ne peut que partager très largement la déclaration des «*Secretariados Permanentes del Comité Régional de Catalunya i Balears y del Comité Confédéral*»: «*Nous ne luttons pas pour changer de drapeau mais bien pour un "Changement Social" avec majuscules qui nous permettra de reprendre les rênes de notre vie et tout ce qu'ils sont en train de nous arracher. Contre tout État. Pour la liberté. Pour la révolution sociale!*».

L'AFFAIRE CATALANE

Miquel AMORÓS

Coordinadora Antiprivatizació de la Sanidad (Madrid)

20 décembre 2017.

Traduit du castillan par Henri MORA.

«Plus le temps est éphémère, plus encore il est orienté selon la mode».
(Walter BENJAMIN, *Le Livre des passages. Paris capitale du XIX^{ème} siècle*)

Le défi que l'oligarchie politique catalane a exercé sur l'État espagnol est surprenant, et plus encore vu de l'extérieur. Mais ce qui est vraiment extraordinaire, c'est le soutien populaire obtenu, en partie du fait de ses propres mérites, mais aussi pour avoir fait converger dans le temps un certain nombre de facteurs favorables au soi-disant «*process*». La question catalane a frôlé la crise d'État. Personne n'ignore que le catalanisme politique a participé à la rédaction de la Constitution espagnole postfranquiste, et qu'il a joué un rôle stabilisateur pendant la «*transition*» de la dictature vers le système des partis amnésiques, facilitant à plusieurs reprises la «*gouvernabilité*» de l'État dont il aspire maintenant à se défaire. En contrepartie, il obtint des transferts substantiels. Probablement en fonction des liens qu'il entretient avec le monde des émotions, s'attache au nationalisme une disposition singulière à se développer en tant que mode. Et l'une des règles d'or de la mode est l'abolition du passé remplacé par un présent amnésique.

Autour de la *Generalitat*, les municipalités, les conseils provinciaux et autres institutions autonomes s'est établi un réseau d'intérêts politico-économiques en accord avec les intérêts financiers et commerciaux les plus importants. Le dynamisme capitaliste de la Catalogne exigeait une augmentation considérable du pouvoir de décision local qui se heurtait aux manières centralisatrices du vieil État monarchique. Il convenait d'attendre une redistribution des pouvoirs sous forme d'un nouvel «*Estatut*» affectant la gestion des infrastructures, et surtout en matière de compétences juridiques et fiscales. Cependant, le jugement du *Tribunal suprême* de 2010, qui en pratique annulait la charte autonome promise, fut la douche froide et le signal d'un changement radical de stratégie de l'oligarchie catalane bourgeoise, qui ne pouvait même pas faire face aux dettes contractées par son *Govern*. En plaçant l'indépendance comme objectif à court terme, elle unifia tous les secteurs qui pouvaient se considérer comme lésés par la crise économique, par le gouvernement central corrompu et autoritaire, par la droite des cavernes, par la mo-

narchie bourbonnienne et par la globalisation capitaliste: petits entrepreneurs et commerçants, classes moyennes salariées, professionnels, fonctionnaires et forces de sécurité autonomes, syndicalistes, étudiants, maires, conseillers et habitants de quartiers de petites villes et de villages agricoles, séparatistes irrédentistes, esclaves de la mode, etc... Un «*peuple catalan*» était réapparu, prêt à obéir aux slogans que ses dirigeants lui transmettaient par le biais de dispositifs de mobilisation très efficaces (l'A.N.C., Omnium, TV3), en se comportant toujours de manière pacifique et civique, selon des scénarios préalablement fixés et élaborés jusque dans le moindre détail. Notons la répugnance des patriotes catalans pour les fronts nationaux, les assemblées de base délibératives, la *kale borroka* et les grèves sauvages. La propagande nationaliste a réussi à créer un monde séparé, calme, avec son importante symbolique, son baroquisme, ses héros, son baratin convivial et ses lieux communs, avec un discours, un peuple, des victimes et un ennemi faits sur mesure. Face à une imposante démonstration d'acquiescement populaire, telle celle qui eut lieu à l'appel du *Govern*, les parlementaires souverainistes pouvaient se présenter comme de scrupuleux accomplisseurs du mandat donné par un peuple formaté, qui, loin de se réunir en assemblées pour débattre et se constituer en tant que tel, s'en remet totalement à ses dirigeants politiques et à ses leaders médiatiques.

La notion de peuple est inhérente à celle de souveraineté, car le peuple souverain est source de droit, fondement d'une nouvelle légalité, plus «*démocratique*» que celle de l'État. En tant que peuple en lutte contre le colonialisme espagnol, il a «*le droit de décider*», c'est-à-dire de s'autodéterminer, de se séparer d'un État oppresseur, de promulguer des lois et de se doter de son propre gouvernement, de préférence républicain. En tant que «*démocrates*» authentiques, interprètes de la volonté populaire, les députés souverainistes devraient voter les nouveaux moyens juridiques d'autodétermination et ensuite les négocier de manière appropriée avec l'État espagnol, qui, comme on pouvait le supposer,

n'aurait pas le cœur à ce travail-là. C'était le point faible de la stratégie souverainiste, ou mieux du récit «*independe*», qui transformerait le spectacle de la séparation en comédie. La fin du «*procès*» n'a pas été aussi épique que le jour du référendum et celui de la première grève de l'histoire convoquée par le patronat. L'appareil souverainiste avait marqué un grand but contre son propre camp en livrant à la publicité le dispositif répressif du gouvernement central, mais après l'apogée de la déclaration symbolique d'indépendance au *Parlament*, un simple décret suffit pour que les choses revinssent sur la bonne voie. Il ne s'agissait pas d'indépendance mais de «*dialogue*». Le «*peuple*» héroïque est resté à la maison immobile devant la télévision, tandis que les délégués des ministères de Madrid occupaient les départements administratifs catalans sans avoir besoin de l'intervention d'un seul agent de la force publique. Avec la délocalisation du siège de *La Caixa* et du *Banc de Sabadell* commençait une fuite des entreprises qui mettait en évidence, de concert avec une chute contrôlée du marché boursier et une baisse du tourisme, la rupture des exécutifs capitalistes avec le «*procès*». C'était la deuxième erreur du souverainisme, de penser que le soutien des capitalistes était assuré malgré la perte de profits. Le troisième était l'internationalisation de la cause catalane. Le souverainisme a bien joué sa dernière carte, celle de la «*médiation*» internationale, mais la bataille diplomatique s'est soldée par un triomphe du gouvernement central, aucun État n'étant solidaire du «*procès*». Comme dans le jeu de l'oie, le bloc souverainiste est revenu à la «*case départ*», renouant avec le victimisme de rigueur et les bagarres pour le leadership. Comme d'habitude, il a instrumentalisé la culture catalane, et accepté frivolement de nouvelles élections autonomes avec la circonstance aggravante d'avoir provoqué l'apparition d'un puissant espagnolisme «*de pays*». Des sacoches étaient-elles nécessaires pour ce voyage?

La réponse est oui. Le nationalisme, tout comme la mode, ne sera pas sous les feux de la rampe s'il atteint ses objectifs; son triomphe supprime en lui la force différentielle, la particularité qui le rend attirant. Il est clair que la crise catalane a été suffisamment sérieuse pour que l'État envisage un autre encastrement de la Catalogne, avec une plus grande autonomie, mais ce ne seront pas les souverainistes actuels qui le négocieront. L'ennemi - le bloc unioniste - a émergé moralement et électoralement renforcé du conflit. La masse travailleuse urbaine, dépolitisée par des décennies de social-démocratie et de stalinisme, est devenue «*constitutionnaliste*» sans rien savoir de la Constitution. Dans les quartiers populaires de la zone métropolitaine de Barcelone, des grandes villes et de la côte, des drapeaux espagnols flottent au vent.

Comme cela s'est produit à d'autres occasions, le degré de souveraineté sera déterminé par des partis non souverainistes. C'est l'ironie de l'histoire. Il est également évident que la Catalogne sera ingouvernable si on essaie de la diriger contre le souverainisme, même lorsque la mode sera passée. En outre, ses nombreuses contradictions n'auront aucune conséquence sur ses électeurs. Si les choses ne sont pas comme elles commencent, mais comment elles finissent, il est visible, pour ceux qui ne se conforment pas au récit officiel de la souveraineté, que le «*procès*» a été une farce très bien montée plus que toute autre chose, et ce qui peut sembler étrange, mais qui ne l'est pas, c'est que la plupart de ses partisans ne s'en soucient pas. Le souverainisme a été un excellent gestionnaire d'émotions. Ses troupes voulaient entendre exactement ce que leurs chefs leur disaient, sans se soucier du mensonge ou de la démagogie que les messages pouvaient contenir. Et ils le veulent toujours. La tromperie et la vérité ne se distinguent pas dans un contexte sentimental et hypnotique, parce que le nationalisme est une foi et que son but est dans les cieux. Ce que les masses cherchaient était la catharsis et celle-ci a eu lieu. La décharge émotionnelle qu'impliquaient les multiples scénographies a été faite avec un réalisme suffisant et, en somme, d'autres décharges mineures vont se succéder dans les cérémonies à venir d'une indépendance pure pour laquelle personne n'a besoin de s'immoler. C'est ce qui compte, le spectacle, non la vérité. Le peuple nationaliste est si confortablement monté dans son train, qu'il est possible de conclure que la terre promise est en fait le chemin de fer lui-même.

L'aspect inquiétant de l'affaire est le fait que les minorités contestataires ont mordu à l'hameçon et confondu ce qui était un différend entre deux fractions de la caste dirigeante avec une lutte populaire de libération. Une simple distribution des pouvoirs pris pour un conflit social! Sans la moindre hésitation, ils s'engagèrent dans une mobilisation électorale qui ne prétendait dans le meilleur des cas qu'à constituer un État semblable à celui existant, mais seulement à une plus petite échelle. Une *Españita* (petite Espagne), comme l'a déclaré le regretté Agustín García Calvo. Des gens jusqu'à récemment poursuivis par les *Mossos*, objet de machination par les renseignements de la police catalane et décriés au Parlement, ont applaudi les forces répressives catalanes et ont défendu à mort les urnes fournies par le *Govern*, désireux de participer à un mouvement interclassiste sans remettre vraiment en question son sens et ses objectifs. Il n'est pas facile d'expliquer pourquoi les clichés nationalistes ont pénétré si profondément, comment un niveau de faiblesse mentale des masses

aussi grave a-t-il été atteint et comment une telle frustration a-t-elle pu être traduite politiquement d'une manière aussi irrationnelle et topique. Nous enterrons une époque, celle de la raison, celle du prolétariat conscient, celle de la lutte des classes, et les passions sont mises au service de la déraison et des intérêts ploutocratiques. Il est vrai que le mouvement des travailleurs autonomes a disparu depuis longtemps, laissant une série de déclassement et un sentiment de défaite. Il est certain que l'exclusion sociale n'a engendré aucun mouvement anticapitaliste, même à un niveau sommaire. Le facteur déterminant dans la situation actuelle a été la politisation des classes moyennes salariées, base électorale des partis traditionnels jusqu'à aujourd'hui, phénomène responsable d'un abandon des questions sociales pour la lutte politique. Le socialisme d'État et le socialisme antiautoritaire du prolétariat a été réduit au silence par le citoyenisme des nouvelles classes moyennes, fortement nationalistes en Catalogne, et l'autogestion a été remplacée par l'«*assaut*» aux institutions. La fin de la classe ouvrière en tant que force de transformation sociale a laissé l'initiative à d'autres classes plus conservatrices, keynésiennes, profondément étatiques. Et en même temps, les minorités rebelles, le ghetto libertaire, les syndicats alternatifs et les soi-disant «*mouvements*» sociaux ne font que refléter la dégradation de la conscience de classe, la perte de mémoire et l'oubli de l'expérience qui découlent du protagonisme fallacieux des classes moyennes dans leurs rangs et partout.

L'anarchisme est le mouvement qui a montré le plus de signes de décomposition, n'étant pas, loin de là, l'héritier de ce qu'il était. Il a succombé à toutes les idéologies réactionnaires et à toutes les modes, et son désarroi est si profond qu'on ne peut attendre de lui d'autre emploi que celui de sous-fifre de la souveraineté, de fer de lance du syndicalisme vulgaire, de propagateur d'identités supposées et de prédicateur de la postmodernité. En ce sens, il ne sera bientôt plus qu'un lieu de transit vers des activités mieux rémunérées et intégrées dans le système dominant, telles que l'économie sociale, l'écologie institutionnelle, la politique citoyenniste ou le nationalisme populiste. L'anarchisme a toujours vécu en symbiose avec le mouvement ouvrier, auquel il a donné des idéaux, et bien souvent de la vigueur. Tout anarchiste à l'époque aurait dit que le nationalisme n'était qu'une tentative de la bourgeoisie de diviser le prolétariat; que le conflit nationaliste était un faux conflit (Madrid-Catalogne, État central-peuple catalan) pour masquer l'affrontement réel (bourgeoisie-prolétariat); que le problème n'était pas la nationalité, mais le capitalisme; que les vrais colonisés et opprimés n'étaient pas les Catalans, mais les ouvriers; que les travail-

leurs n'ont pas de patrie ni d'État. Dans sa presse, nous aurions facilement trouvé l'analyse du nationalisme d'un point de vue de classe exploitée, et dans sa pratique, des affrontements fréquents avec les nationalistes, et même parfois sanglants. La barrière entre le nationalisme et l'anarchisme était claire, et c'est ce que le souverainisme actuel a réussi à éliminer. En s'érigeant comme principale force sociale et politique, mais surtout, comme modèle exemplaire politiquement correct, ce dernier a polarisé la société, forçant toutes les autres forces à se définir par rapport à lui, c'est-à-dire à prendre son parti ou à s'y opposer. La caste souverainiste est la seule avec un projet d'État et de «*pays*» qui est à la mode, c'est pourquoi il lui a été facile de déborder la «*gauche*» citoyenne, et de la laisser hors jeu, «*démodée*». Elle sait ce qu'elle ne veut pas et où elle veut aller, même si elle ne sait pas très bien comment. Le chemin à prendre n'est pas ce qui compte. Ce qui compte, c'est le but. Et tandis que le véritable citoyenisme essaie de rester en dehors des «*blocs*» avec une dose toujours plus grande d'ambiguïté, la plupart des anarchistes ont pris le train souverainiste avec l'espérance insensée de trouver quelques fissures par lesquelles pénétreront les questions identitaires et sociales jusqu'à devenir dominantes.

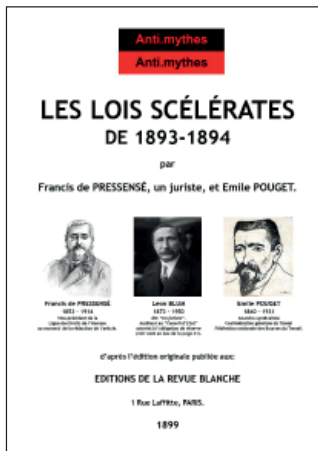
L'anarchisme a perdu le «*lien organique*» avec les ouvriers mais il semble avoir trouvé un lien assez solide avec la classe moyenne et le nationalisme. La législation du travail a fraternisé avec la liberté des peuples et les bulletins de vote avec l'action directe. Il a convergé avec la gauche catalane dans les *Comités de défense du référendum* d'abord, et de la *République* ensuite, devenant ainsi éso-térique et populiste, puisqu'il défend un «*peuple*» fantôme et se bat pour un État ectoplasmique. Il est prêt à agir comme chair à canon du souverainisme, qui est pour ainsi dire une fraction de la bourgeoisie. La CNT et la CGT elles-mêmes ont des professeurs universitaires comme secrétaires généraux; la fleur et la crème de la citoyenneté dirigent les organisations qui d'anarcho-syndicalisme n'ont que le nom. Le pire est que le réformisme et le souverainisme libertaires n'ont pas conduit à l'émergence d'une extrême gauche éclairante dans le mouvement anarchiste. Celui-ci n'est plus à la hauteur et n'est plus capable de concevoir un projet social qui se démarquerait du souverainisme et du citoyenisme. Il n'est pas capable de se constituer comme courant social radical différent des autres succédanés tels que la CUP, *Podemos* ou *Los Comunes*. L'idéologie néo-anarchiste tourne autour du concept de «*peuple*», idée empruntée au nationalisme bourgeois des origines. Cependant, le «*peuple*» n'est pas un sujet politique et encore moins une classe distincte de la bourgeoisie, une

majorité sociale homogène et unifiée qui lutte pour se libérer et pour construire un État garant de sa liberté. Il est vrai qu'il n'y a pas de sujet révolutionnaire, puisqu'il n'y a pas de mouvement ouvrier capable de l'être. Il n'y a pas non plus de peuple catalan; ce qu'on a pris l'habitude d'appeler ainsi serait seulement le produit de la propagande institutionnelle souverainiste, une masse soumise d'électeurs liés entre eux virtuellement par des réseaux sociaux et des applications de téléphonie mobile, et non pas la manifestation d'une volonté indépendante émanant d'une collectivité consciente d'un passé et forgée avec des relations directes et de véritables intérêts communs. En dernier ressort, le peuple catalan n'est qu'une coquille vide par laquelle la caste souverainiste devient une classe nationale et se constitue elle-même en nation, à laquelle il manque seulement un État. Le patriotisme est une religion étatique. Voilà la réalité du prétendu «peuple souverain»: une image publicitaire, une abstraction qui conduit à d'autres comme «la patrie», «la nation», «la démocratie» ou «l'État». Un mythe qui permet à quelques nouveaux venus hallucinés de parler en son nom et de patrimonialiser les institutions pour leur propre compte. En plein capitalisme mondialisé, il n'y a que des exploités et des exploités, qu'ils soient catalans ou pas, classe dominante et classes dominées; il n'y a que des dirigeants et des dirigés, des masses opprimées et l'État. Et il n'y a de place que pour la fausse conscience nationaliste ou pour la conscience révolutionnaire de classe,

pour le patriotisme de clocher ou pour les idéaux universels d'émancipation. De la patrie il ne peut venir que des libertés abstraites, protégées par une caste privilégiée; les libertés authentiques seront le résultat d'une lutte de classes portée à ses conséquences ultimes.

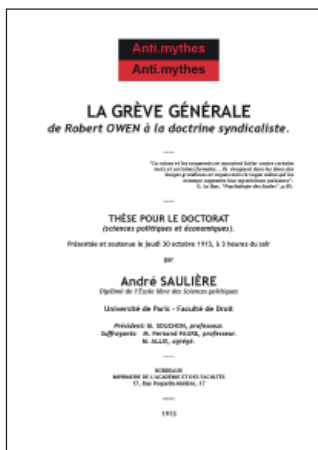
Un nouveau prolétariat indifférent aux modes idéologiques, aux projets étrangers d'autres classes, aux luttes de palais, aux mirages nationalistes doit surgir à partir des réels antagonismes actuels. Bien que certains résultats inespérés de la dispute entre secteurs oligarchiques, comme par exemple la débandade de touristes, la faillite de l'immobilier ou la fuite d'investissements bénéficient de son approbation la plus sincère. Les combats sociaux doivent suivre leurs propres chemins, leur rythme et marquer la différence. Il y a des conflits dans lesquels on doit être et d'autres pas. Il y a des limites qu'il convient de ne pas franchir et des contenus qu'il est souhaitable de toujours garder à l'esprit. Il ne faut pas tomber dans une guerre de drapeaux, un combat de slogans ou une compétition de guirlandes. Il n'est pas question non plus de faire une salade populiste avec tous les ingrédients capables de contenter *Tyriens* et *Troyens*. Il s'agit d'aliénation et de prise de conscience, de principes et d'objectifs, de tactiques et de stratégies. C'est une manière spécifique de faire et une lutte à mort pour les idées, celles d'une collectivité révolutionnaire qui tente de se former dans le feu des luttes sociales véritables.

ONT ÉTÉ PUBLIÉES PRÉCÉDEMMENT:



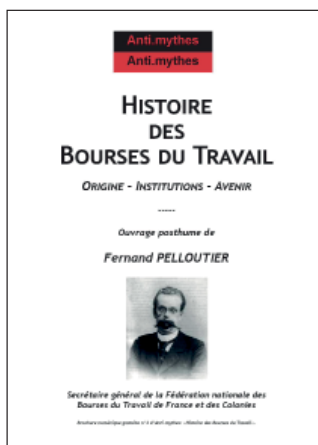
=> n° 1: «Les lois scélérates de 1893-1894»,
par
Francis de PRESSEILLÉ, un juriste, et Émile POUGET.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b1_lois_scclerates/les_lois_scclerates.pdf



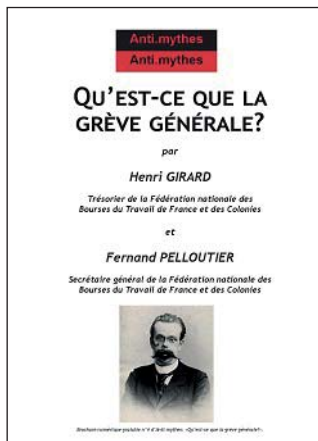
=> n° 2: «La grève générale, de Robert OWEN
à la doctrine syndicaliste»,
par André SAULIÈRE.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b2_greve_generale/sauliere_greve_generale.pdf



=> n° 3: «Histoire des Bourses du Travail»,
par Fernand PELLOUTIER.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b3_histoire_bourses_du_travail/histoire_des_bourses_du_travail.pdf



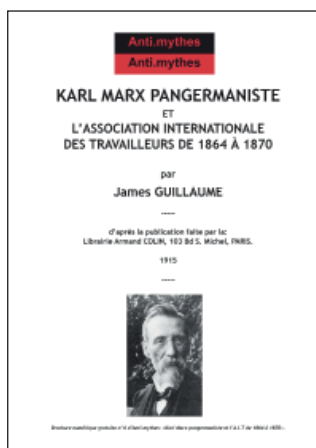
=> n° 4: «Qu'est-ce que la grève générale?»,
par Henri GIRARD et Fernand PELLOUTIER.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b4_greve_generale_pelloutier/greve_generale_pelloutier.pdf



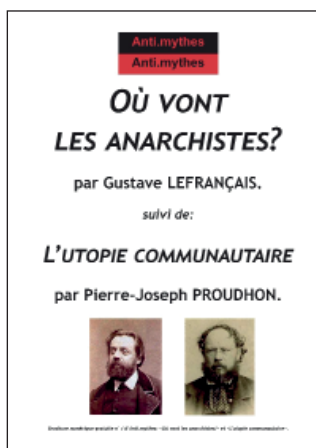
**=> n° 5: «Lois ouvrières en projet»,
au Congrès de 1906 - Amiens - de la C.G.T.
par Alphonse MERRHEIM.**

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b5_loi_travail_1906/loi_travail_1906.pdf



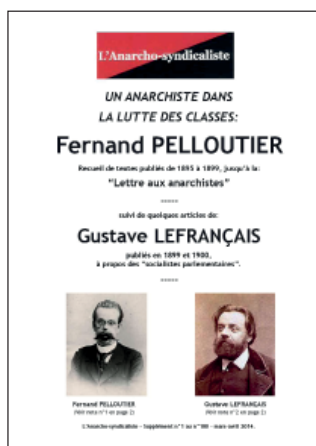
**=> n° 6: «Karl MARX pangermaniste - et l'Association internationale des Travailleurs de 1864 à 1870»,
par James GUILLAUME.**

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b6_marx_pangermaniste/marx_pangermaniste.pdf



**=> n° 7: «Où vont les anarchistes?»,
par James GUILLAUME;
et «L'utopie communautaire»,
par Pierre-Joseph PROUDHON.**

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b7_lefrancais_proudhon/ou_vont_anarchistes.pdf



**A VOIR ÉGALEMENT
AUX ÉDITIONS NUMÉRIQUES GRATUITES
DE
«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»**

<http://www.uas-pelloutier.fr/livres/livres.html>

